

REPUBLIQUE DE GUINEE

.....

Travail-Justice-Solidarité



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MINISTERE DU BUDGET

.....

INSPECTION GENERALE DES FINANCES

**MISSION DE CONTROLE EX-POST DES OPERATIONS DE
RESSOURCES ET DE DEPENSES DU PLAN DE RIPOSTE A LA
PANDEMIE DU COVID-19**

**RAPPORT SYNTHESE SUR LA MISE EN OEUVRE DES MESURES
DU PLAN DE RIPOSTE**

PERIODE : AVRIL, MAI ET JUIN 2020

RAPPORT FINAL

Présenté par :

1. M. Sâa Gabriel TEMBEDOUNO : IGF, Chef de Mission
2. M. Sékou DOUKOURE : IGF, Membre
3. M. Ousmane CISSE : IGF, Membre
4. M. Abdoulaye Oury Alpha DIALLO : IGF, Membre
5. Mme. Aissata SIDIBE : IGF, Membre
6. M. Yomba Fella OUENDENO : IGF, Membre
7. M. Amadou Laly BARRY : IGF, Membre
8. M. Sâa Kémo OLIANO : IGF, Membre

Mai 2021

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE DU RAPPORT	4
LISTE DES RECOMMANDATIONS ET DES RAPPELS À LA LOI.....	9
1 CONTEXTE ET CADRE JURIDIQUE DE LA GESTION DES FONDS DE RIPOSTE À LA PANDEMIE DU COVID-19	11
1.1 Contexte et justification :	11
1.2 Objectif général :	12
1.3 Champ de couverture de la mission :	12
1.4 Diligences :	12
1.5 Résultats attendus :	13
1.6 Méthodologie/Déroulement de la mission :	14
1.7 Procédure contradictoire :	14
2 APPLICATION DES AXES DE CONTROLE :	15
2.1 Analyse des ressources :	15
2.2 Analyse des dépenses :	21
2.2.1 Analyse des dépenses directes :	22
2.2.1.1 Composante Sanitaire :	26
2.2.1.2 Composante Sociale :	28
2.2.1.3 Composante Économique :	32
2.3 Contrôle de l'éligibilité et de la régularité des opérations de dépenses :	36
Pour le contrôle des opérations de dépenses, les diligences suivantes ont été déroulées par l'équipe de contrôle :	36
2.3.1 L'éligibilité des dépenses au plan de riposte :	37
2.3.2 La régularité et du respect du cadre légal et réglementaire dans l'exécution des opérations de dépenses :	37
2.3.2.1 Le contrôle du respect de la procédure de passation des marchés : ...	37
2.3.2.2 Le contrôle de la régularité des dépenses et de leur conformité aux lois et règlements en vigueur :	40
2.4 Situation des dons en nature reçus et autres acquisitions de biens :	46
2.4.1 Le contrôle des dons en nature faits à l'Etat Guinéen :	46
2.4.2 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'ANSS :	47
2.4.3 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS :	48
2.4.4 Le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et matériel :	49
2.4.5 L'Inventaire du stock et en-cours :	51
2.4.6 Le contrôle de destinations :	51

2.5 Les dépenses indirectes inscrites au plan de riposte : dépenses fiscales, autres allègements et appuis :	53
2.5.1 Autres dépenses du plan de riposte (dépenses fiscales et autres allègements inscrits) :	53
2.5.2 Autres appuis en faveur du secteur privé inscrits au plan de riposte :	54
3 ANALYSE DE LA TRESORERIE :	54
3.1 Les soldes sur les relevés des deux comptes arrêtés au 30 juin 2020 :	55
3.2 La détermination des soldes réels.....	55

SYNTHÈSE DU RAPPORT

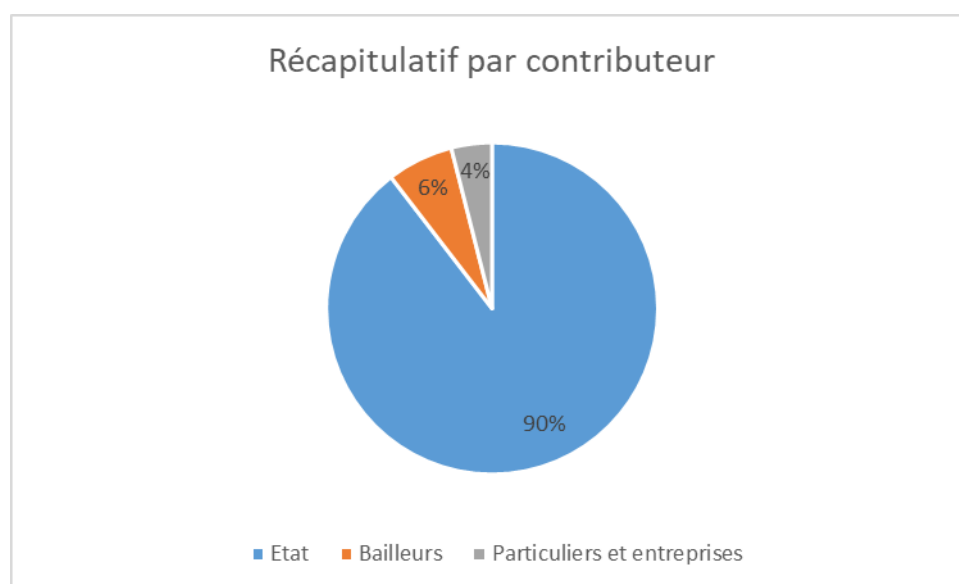
Le contrôle ex-post des opérations de ressources et de dépenses entrant dans le cadre de la mise en œuvre du plan de riposte économique du Gouvernement a porté sur trois (3) principaux axes, à savoir : (i) le contrôle de l'éligibilité des dépenses au plan de riposte, (ii) le contrôle de la régularité et du respect du cadre légal et réglementaire dans l'exécution des opérations de dépenses et (iii) le contrôle des acquisitions, vérification des destinations et inventaire du stock et en-cours.

Dans le cadre de la présente revue portant sur la première phase période allant d'avril à juin 2020, deux (2) mesures de financement du plan ajoutées à d'autres ressources pour un montant total de **555 510 337 369 GNF** ont été mobilisés et onze (11) mesures dont neuf (9) prévues au plan de riposte et deux (2) par l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 28 mai 2020 sur un total de quatorze (14) inscrites en (dépenses directes) ont été mises en œuvre. Par composante, la situation se présente comme suit :

Tableau N°1 : Récapitulatif par contributeur des mesures du plan

N°	Arrêté AC/2020/1635	Composante du Plan	Coût de mise en œuvre en GNF	Période
1	Article 4	Contribution de l'Etat Guinéen	497 431 806 899	Avril, Mai et Juin 2020
2	Article 4	Contribution des Bailleurs bi et multilatéraux	35 983 269 762	
3	Article 4	Contribution des Particuliers et Entreprises	22 095 260 708	
Total général			555 510 337 369	

Sources : Paierie Générale du Trésor, Chaine des dépenses MB et Entités contrôlées.



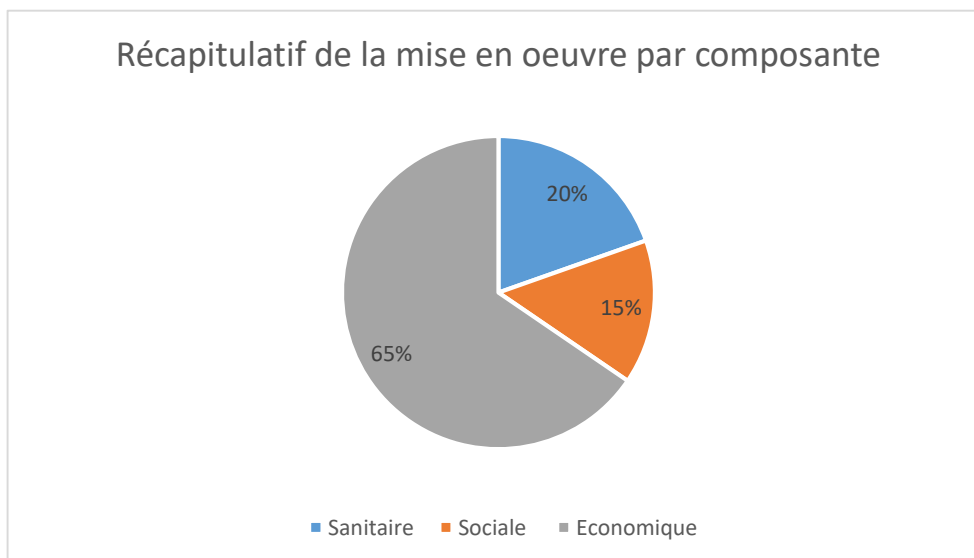
Analyse et commentaires :

À la lecture de ce tableau, on se rend compte que cette première phase a été caractérisée par la contribution de l'Etat à hauteur de 90% suivi de celle des bailleurs à 6% et enfin des particuliers à 4%.

Tableau N°2 : Récapitulatif par composante de la mise en œuvre des mesures du plan

N°	Numéro Mesure Plan	Composante du Plan	Coût de mise en œuvre en GNF	Période
1	1	Composante Sanitaire	60 118 725 126	Avril, Mai et Juin 2020
2	3,5 et 9	Composante Sociale	45 765 398 307	
3	12,19,21 et 25	Composante Economique	200 758 242 033	
Total général			306 642 365 466	

Sources : Pairie Générale du Trésor et Entités Contrôlées.



Analyse et commentaires :

Le montant de la mise en œuvre de la composante sanitaire se compose de la mesure N°1 du plan de riposte économique du Gouvernement et celui de la catégorie de dépenses prévues à l'article 6 de l'arrêté conjoint N°2020/1635/MEF/MB/CAB du 28 mai 2020 du 26 mai 2020 (dépenses urgentes Ministères sectoriels concernés) pour 1 350 800 000 GNF payé à l'IRDPMAG.

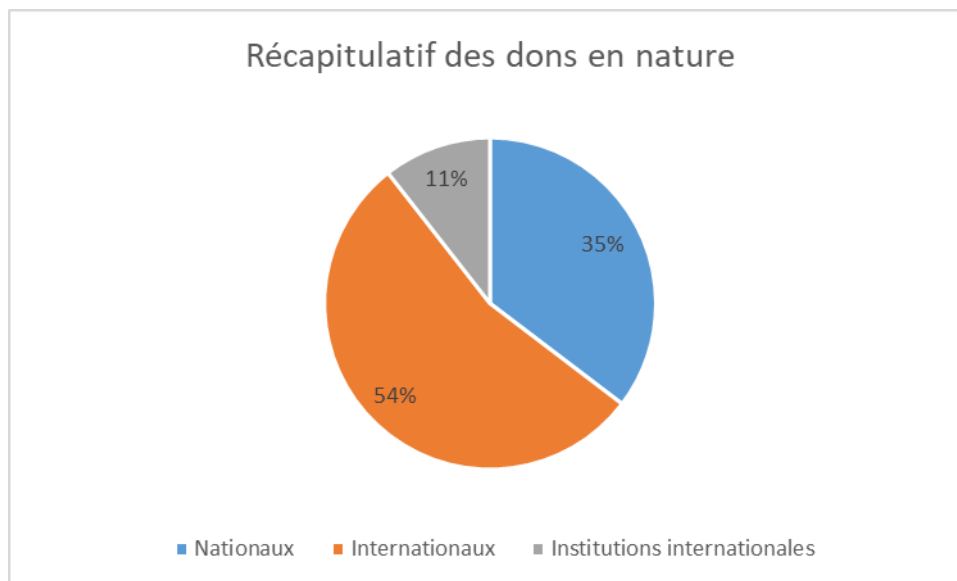
Au niveau de la composante économique, le coût de mise en œuvre intègre celui payé au secteur agricole pour 27 000 000 000 GNF, catégorie (dépenses urgentes Ministères sectoriels concernés).

Au titre des dons en nature faits à l'Etat Guinéen d'une valeur estimée à **146 204 661 049 GNF**, par groupe de donateur on a :

Tableau N°3 : Situation récapitulative des dons en nature par groupe de donateur

N°	Donateur	Valeur en GNF	Observation
I	Donateurs Nationaux	51 668 744 713	Avril, Mai et Juin 2020
II	Donateurs Internationaux	79 087 901 796	
III	Donateurs Institutions Internationales	15 448 014 540	
Total général		146 204 661 049	

Source : Département Logistique ANSS.



La revue des informations, documents et données collectés ont mis en évidence des insuffisances et dysfonctionnements dans la gestion des fonds destinés à la mise en œuvre des mesures du plan de riposte.

Les observations et recommandations issues de nos travaux se présentent comme suit :

1. Principales Observations :

Sur le contrôle de l'éligibilité au plan de riposte des opérations de dépenses exécutées :

Les dépenses exécutées pendant la phase d'alerte (février à mars 2020) et de riposte (avril, mai et juin 2020) sont toutes éligibles au plan de riposte. Celles exécutées en phase d'alerte, bien qu'antérieures à l'élaboration du plan de riposte économique du Gouvernement, entrent dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19 et se trouvent donc éligibles au plan de riposte notamment, à la mesure 1.

Sur le contrôle de la régularité, du respect du cadre légal et réglementaire dans l'exécution des opérations de dépenses :

À ce niveau, il a été constaté les insuffisances suivantes, dont certaines ont été régularisées :

- Sur le contrôle du respect de la procédure de passation et d'exécution des marchés publics : la passation et l'exécution des marchés publics au niveau de toutes les entités ont été caractérisées par :
 - le manque de révision des plans annuels de passation des marchés ;
 - la passation et l'exécution des marchés sans qu'ils ne soient approuvés par les autorités compétentes, bien que l'avis de non objection ait été donné par Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances pour la consultation sur liste restreinte, eu égard à l'urgence sanitaire.
- Sur le contrôle de la régularité des dépenses et de leur conformité aux lois et règlements en vigueur : Le contrôle des opérations de dépenses exécutées a révélé ce qui suit :

- eu égard à l'urgence sanitaire signalée et en raison de l'absence du contrôleur financier de l'ANSS pour motif de congés de maternité, les dépenses ont été initialement exécutées en opérations de trésorerie avant d'être régularisées. Les phases d'engagement, puis de liquidation et d'ordonnancement consacrées à la réalisation administrative de l'opération de dépense avant paiement n'avaient pas été respectées ;
- l'exécution de dépenses au niveau de l'ANIES sans mandats et sans visa du contrôleur financier. Environ 52,45% des dépenses exécutées sont concernées ;
- l'absence d'un manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable au niveau de la SNCFG ;
- la revue des liasses de dépenses (pièces justificatives des dépenses) a permis de constater dans certains cas, une insuffisance dans la qualité et la production des pièces justificatives, notamment :
 - Le manque de consistance de supports comptables ;
 - L'absence de fiches d'engagement pour certaines dépenses ;
 - L'absence de contrats de fourniture de biens et services pour certains paiements ;
 - Les factures définitives, si elles existent par endroit, ne sont pas liquidées par l'Ordonnateur ;
 - L'absence de PV de réceptions de certaines livraisons de biens ;
 - L'absence d'états d'émargements attestant de la répartition du carburant dont la valeur est de **6 005 608 000 FG** ;
 - L'absence de documents fiscaux pour certains adjudicataires de marchés.
- le contrôle des opérations de dépenses sur le plan fiscal a relevé ce qui suit :
 - Tous les achats de biens et services effectués pendant les phases (d'alerte et de riposte) par les entités chargées de la mise en œuvre des mesures ont été tous facturés en hors taxes (HT) conformément aux mesures 15 et 18 du plan de riposte ;
 - Pour les factures émises avant l'avènement de la COVID-19, il a été constaté le non prélèvement par le Trésor Public des 50% de TVA ayant grevé les factures des réceptifs hôteliers dont le mont dû s'élève à **609 131 640 GNF**;
- le contrôle des opérations de remboursement des crédits de TVA a révélé certains manquements à la législation et à la réglementation :

À ce niveau, il a été constaté d'une part, la prise en compte dans le remboursement, le montant de la TVA ayant grevé les factures d'achats de biens et services des opérations non éligibles et d'autre part, l'utilisation des quittances de précomptes des 50% de TVA dont le préjudice sur le Trésor Public a été évalué à **12 535 807 343 GNF** ;

- le contrôle des opérations de remboursement des factures d'électricité a permis de constater avec les mesures de la phase 2, l'étendue de la prise en charge sur le secteur du tourisme et de l'hôtellerie et la tranche 3 des clients non vulnérables qui n'est soutenu par aucun document officiel. Le montant total des irrégularités constatées à ce niveau a été évalué à : **20 345 076 293 GNF**.

Sur le contrôle des dons, acquisitions, vérification des destinations et inventaire du stock et en-cours :

Si le contrôle des dons et acquisitions a permis de constater la réception effective des biens ainsi que la vérification de destinations pour certains biens, la mission a cependant relevé quelques anomalies et dysfonctionnements dans la gestion du stock. Ces manquements portent sur :

- l'absence d'un registre d'inventaire au niveau du magasin de la PCG et de l'ANSS ;
- le faible niveau d'implication du comptable matières et matériel de l'ANSS dans la gestion des dons ;
- le caractère inadapté du logiciel de gestion de stock mis en place pour la gestion des dons et acquisitions ;
- l'absence de tenue de la comptabilité matières et matériel des dons et biens acquis par l'ANSS ou pour son compte ;
- le contrôle de destinations a permis de constater la non réception aux niveaux des centres de traitement, de quatre-vingt-dix-neuf (99) bons de livraisons sur les deux cent vingt-sept (227) émis pour le compte des six (6) CT-Epi de Conakry ayant constitué notre échantillon.

Ces bons non parvenus aux destinataires ont fait l'objet d'évaluation qui s'est chiffrée à **10 655 852 000 GNF**.

Par ailleurs, des difficultés ont été enregistrées dans la mise en œuvre de la mission ; elles concernent notamment la mise en œuvre de la sous composante 1 de la mesure 9 « **gratuité pour trois mois des transports publics (bus)** ».

À ce niveau, il faut signaler que la Société de Transport ALBAYRAK n'a pas fourni à la mission les pièces justificatives des dépenses liées à la mise en œuvre de la mesure.

A cela s'ajoute le Secteur Agricole pour lequel la mission n'a pas eu d'interlocuteur.

2. Principales Recommandations :

Dix (10) propositions de recommandations sont listées ci-après. Elles portent essentiellement sur le respect des procédures réglementaires et la régularisation de certaines opérations.

LISTE DES RECOMMANDATIONS ET DES RAPPELS À LA LOI

1°) (Ministère du Budget/Direction Nationale du Budget) : Procéder à la régularisation de l'ensemble des ressources mobilisées au titre des fonds de concours, par leur prise en charge en recettes dans le budget général de l'Etat exercice 2020 ;

2°) (Ministère de l'Economie et des Finances et Ministère de la Santé) : Faute de fourniture de justificatifs de la gestion du carburant alloué aux véhicules et engins destinés à la riposte, il est ordonné le reversement au profit du Trésor Public de la valeur correspondante, soit 6 005 608 000 FG ;

3°) (Direction Générale de l'EDG, Ministère de l'Economie et des Finances) : Sous réserve de l'application des recommandations contenues dans les conclusions du rapport final sur la mise en œuvre de la mesure 5, il est demandé le reversement par la Société EDG ou la déduction sur les créances de l'EDG sur l'Etat, au profit du Trésor Public, l'équivalent du montant des irrégularités constatées, soit 20 345 076 293 GNF ;

4°) (Paierie Générale du Trésor et Direction Nationale des Impôts) : Faute de production des justificatifs de la part des entreprises et entités concernées, il est demandé la mise en recouvrement au profit du Trésor Public :

- Pour la mesure 19, le montant de douze milliards cinq cent trente-cinq millions huit cent sept mille trois cent quarante-trois francs guinéens (12 535 807 343 GNF) représentant la valeur (de la TVA des opérations non éligibles prises en compte dans le remboursement, des quittances de précomptes de TVA irrégulièrement réutilisées et prises en compte dans les créances fiscales dues par l'Etat à ces Entités et la valeur de la TVA prise en compte sur des factures ne comportant pas de clé TVA) ou, procéder à la déduction de l'équivalent du montant sur les créances futures dues à ces entreprises ;

- Au titre de la mesure 12, l'équivalent du montant des 50% de TVA non prélevée sur les factures d'hôtels payées aux réceptifs hôteliers dont les reversements à l'administration fiscale n'ont pu être justifiés, soit (609 131 640 GNF) ;

5°) (Ministère de l'Economie et des Finances) : Finaliser la procédure de signature des marchés soumis à l'approbation du Ministre de l'Economie et des Finances ;

- (Ministère de la Santé, Directions Générales de l'ANSS et de l'ANIES) : A l'avenir, quelle que soit l'urgence, il est recommandé : - de procéder d'une part, à la révision du plan initial de passation des marchés en y intégrant les nouvelles dépenses et d'autre part, respecter les procédures prescrites en matière de commande publique ; - de procéder sans délai, à l'établissement des marchés de régularisation pour les dépenses dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils de passation ;

6°) (Directions Générales de l'ANIES et de l'ANSS) :

- (Direction Générale de l'ANIES) : Procéder sans délai, à la régularisation des dépenses non couvertes par des mandats et du visa du contrôleur financier ;

- (Direction Générale de l'ANSS) : À l'avenir, en cas d'absence de l'un des acteurs de l'exécution de la dépense, saisir le Ministère de tutelle pour combler l'absence de l'agent concerné et désigner de facto un intérimaire qualifié et habilité ;

7°) (Ministère de l'Economie et des Finances et Ministère du Budget) : Procéder à la régularisation de l'ensemble des dépenses exécutées en opération de trésorerie, par l'émission des bons de régularisation conséquents devant couvrir ces opérations ;

8°) (Ministères et Entités dépensiers) : Etablir et/ou exiger des créanciers, entrepreneurs et fournisseurs de biens et services, la production dans les formes requises de toutes les pièces justificatives obligatoires pour l'exécution d'une commande publique ;

9°) (Direction Générale de l'ANSS) : A l'avenir, veiller à ce que tous les achats de biens effectués par l'Etat pour son compte et/ou par elle-même, (une fois les étapes de la réception pour les dons en nature ou de la liquidation pour les achats, terminées) qu'ils soient immédiatement procédés à leur prise en charge en comptabilité matières et matériel afin de permettre l'établissement du compte matières de l'ANSS, mais aussi de celui de l'Etat tout entier à la clôture de l'exercice. Cette comptabilité patrimoniale centralisée doit être tenue par le service comptabilité matières de l'ANSS (Département Logistique) ;

10°) (Direction Générale de l'ANSS) :
À l'effet d'éviter à l'avenir les dysfonctionnements constatés pendant la phase 1, la mission recommande une meilleure organisation du service logistique de l'ANSS, de manière à permettre la maîtrise et le traçage de l'ensemble des flux (entrées et sorties) des biens.

En raison des éventualités de cas d'urgences, il serait nécessaire et même indispensable que l'ANSS se dote d'un logiciel de gestion des stocks qui soit plus performant et qui permette d'effectuer toutes les requêtes utiles et de générer tous les états de situation nécessaires. Une telle application informatique de gestion du stock devrait permettre le suivi des quantités en stocks, leur valeur, le stock minimum et le stock de sécurité.

En outre, la mission a constaté quelques manquements à la loi et aux règlements, susceptibles d'engager la responsabilité des autorités concernées, auxquels il convient de mettre fin :

- l'exécution financière des marchés avant leur approbation par l'autorité compétente;
- le paiement de certaines dépenses sans mandats et sans visa du contrôleur financier ;
- l'insuffisance et absence de pièces justificatives supports de certains paiements de dépenses ;
- le faible niveau d'implication du comptable matières et matériel nommé auprès de l'ANSS dans la gestion du stock de dons et acquisitions de biens ;
- la non tenue de la comptabilité matières et du matériel.

CONCLUSION GENERALE :

Sous réserve des manquements signalés, conséquences du non-respect des dispositions législatives et réglementaires et à leurs conséquences possibles (paiements injustifiés, gestion défaillante des stocks, violations des règles en matière de marchés publics, ainsi que des règles fiscales et d'exécution des dépenses), la mission estime que la mise en œuvre des mesures 1,3,4,5,9,12,19,21,25, 6.1 et 6.2 du plan de riposte économique du Gouvernement et de l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 28 mai 2020 a été conforme aux objectifs visés par le Gouvernement.

Conakry, le 07 Mai 2021

**P/L'IGF
Le Chef de mission**

**Sâa Gabriel TEMBEDOUNO
Inspecteur des Finances**

1 CONTEXTE ET CADRE JURIDIQUE DE LA GESTION DES FONDS DE RIPOSTE A LA PANDEMIE DU COVID-19

1.1 Contexte et justification :

Après son apparition en Chine au cours du dernier trimestre de 2019, le coronavirus s'est progressivement répandu à travers le monde jusqu'à atteindre la Guinée en mars 2020. Les effets de cette pandémie étant multidimensionnels, le Gouvernement y a apporté une réponse par un plan de riposte économique rendu public en avril 2020 qui comprend trois composantes : sanitaire, économique et social. Son coût global est estimé à 3 400 milliards de GNF, soit environ 360 millions de dollars américains.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité économique qui a occasionné la baisse des recettes budgétaires, l'accroissement des dépenses inhérentes à la riposte à la pandémie du coronavirus a poussé le Gouvernement à solliciter la mobilisation des ressources supplémentaires auprès des bailleurs internationaux, des pays amis et des sociétés publiques et privées sous forme d'appuis budgétaires, de dons, d'allègements et/ou de reports d'échéances de la dette.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement a bénéficié d'un élan de solidarité sous forme de soutiens financiers, de dons en espèces et en nature (médicaments, équipements sanitaires, etc...).

Dans le souci d'optimiser l'utilisation de ces ressources et d'assurer la transparence dans les allocations diverses en exécution du plan de riposte économique à la pandémie de Covid-19, le Gouvernement a mis en place un dispositif pour encadrer toutes les opérations tant en ressources qu'en dépenses. Ce dispositif est organisé par les textes ci-après :

- L'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 28 mai 2020, portant modalités de gestion des ressources et des dépenses du fonds spécial de riposte à la Covid-19 et de stabilisation économique ;
- L'arrêté conjoint AC/2020/1636/MEF/MB/CAB/DNTCP du 28 mai 2020, portant création, organisation et fonctionnement du comité de facilitation et de suivi des opérations exécutées sur le compte Fonds spécial de riposte à la Covid-19 et de stabilisation économique ;
- L'arrêté conjoint AC/2020/1852/MEF/MB/SGG du 15 juin 2020, portant modalités de contrôle des opérations du Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilisation Economique.

Le contrôle ex-post des opérations de ressources et de dépenses exécutées dans la mise en œuvre du plan de riposte à la pandémie du Covid-19 a été confié par le Gouvernement à l'Inspection Générale des Finances. A ce titre, des termes de référence qui encadrent son déroulement ont été élaborés et signés conjointement par les Ministres de l'Economie et des Finances et du Budget.

1.2 Objectif général :

L'objectif général de cette mission est de réaliser des contrôles ex-post des opérations sur les ressources et les dépenses relatives à la mise en œuvre du plan de riposte économique à la pandémie de Covid-19.

À cet effet, les objectifs spécifiques ci-après sont poursuivis :

- S'assurer de la régularité et la conformité des opérations aux lois et règlements en vigueur dans l'intérêt du trésor public ;
- S'assurer que la volonté des parties contributives est respectée ;
- S'assurer du bon emploi des ressources et biens publics ;
- S'assurer de l'enregistrement dans le patrimoine de l'Etat des biens acquis et réceptionnés ;
- S'assurer que les dons en nature sont valorisés et rentrent en totalité dans le patrimoine de l'Etat, conformément aux accords de dons ou tout autre document en tenant lieu.

1.3 Champ de couverture de la mission :

La mission de l'Inspection Générale des Finances s'étend sur les actes des Ordonnateurs principaux dont les institutions et départements ministériels sont impliqués dans les dépenses du plan de riposte économique à la pandémie de Covid-19. Elle couvre également les actes des ordonnateurs principaux des établissements publics administratifs auxquels incombent certaines activités, sur la base des transferts reçus du budget de l'Etat et / ou des divers dons et interventions en numéraires et en nature reçus de différents contributeurs à la riposte. Elle couvre aussi les actes de tout organisme ou personne physique ou morale à qui serait confiée l'exécution de certaines activités dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

Dans le présent contrôle, la période couverte est mars à juin 2020. Nos travaux ont porté d'une part, sur la revue des ressources mobilisées et les dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre des mesures du plan de riposte et d'autre part, sur le contrôle des dons en nature et acquisitions ainsi que le contrôle des destinations.

1.4 Diligences :

L'Inspection Générale des Finances a réalisé ses diligences dans le respect des méthodes et procédures à l'usage en son sein.

En particulier, dans le cadre de cette mission, les diligences complémentaires ci-après ont été déroulées :

- Pour les dépenses dont les montants sont inférieurs aux seuils de passation des marchés publics (faible enjeu financier), un échantillon suffisamment représentatif a été établi et un contrôle exhaustif a été réalisé sur cet échantillon;
- Pour les dépenses dont les montants sont égaux ou supérieurs à ces seuils et inférieurs à 5 milliards de GNF (enjeu financier médian), un échantillon

suffisamment représentatif a été établi et un contrôle exhaustif a été réalisé sur cet échantillon ;

- Pour les dépenses dont les montants sont supérieurs à 5 milliards de GNF (fort enjeu financier), un contrôle exhaustif a été réalisé sur le mode de passation des marchés, la conformité des livraisons avec les commandes, le contrôle de destination auprès des utilisateurs/bénéficiaires finaux ;
- La société civile a été invitée aux contrôles de destinations. A cet effet, une invitation des représentants de la société civile à des visites de terrain a été envoyée à Monsieur le Président du Conseil National des Organisations de la Société Civile de Guinée (CNOSCG) pour la désignation de ses membres à ces missions de contrôles sur le terrain de la sincérité et de l'effectivité de la fourniture de biens et services, et de la réalisation des travaux (contrôle du service fait) du plan de riposte au COVID-19.

De même, le comité de facilitation et de suivi des opérations liées à la Covid-19, mis en place par l'arrêté conjoint AC/2020/1636/MEF/MB/CAB/DNTCP du 28 mai 2020, a été mis à contribution pour apporter la documentation nécessaire et en leur facilitant l'accès aux services concernés par les contrôles.

Chaque rapport d'inspection a fait objet d'une réponse écrite de la part du service concerné, qui expose notamment les dispositions envisagées pour mettre en œuvre les recommandations du rapport.

Les rapports produits à la suite des contrôles, accompagnés des réponses des services ont été transmis au Ministre de l'Economie et des Finances et au Ministre du Budget, en vue de leur approbation. Une fois, approuvés, ces rapports seront rendus publics sur les sites Web du Ministère de L'Economie et des Finances : <http://www.mef.govgn> et du Ministère du Budget : <http://www.mbudget.gov.gn>.

1.5 Résultats attendus :

Les principaux résultats ci-après sont attendus :

- L'exécution des opérations en rapport avec la mise en œuvre du plan de riposte économique à la Covid-19 respecte les règles et procédures prescrites à cet effet ;
- Les fonds et biens publics sont sécurisés et utilisés à bon escient ;
- Les autorités du Ministère de L'Economie et des Finances et du Ministère du Budget sont parfaitement informées de l'exécution des opérations en rapport avec la riposte à la Covid-19 ;
- Les contributeurs et les citoyens sont informés des opérations de riposte à la pandémie de Covid-19.

1.6 Méthodologie/Déroulement de la mission :

La conduite de la mission est fondée sur la méthodologie de l'IGF issue de la méthodologie des normes ISA et de leur application adaptée au secteur public guinéen.

En exécution de l'ordre de mission n° 019/MEF/CAB/IGF/2020 du 17 août 2020, l'Inspecteur Général, M. Lamine SANO a constitué l'équipe de contrôle comprenant un chef de mission et sept inspecteurs. L'équipe a bénéficié de l'encadrement de M. Nicolas BRUNNER, magistrat à la Cour des Comptes Française, Expert Technique International recruté par Expertise France dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui aux corps de contrôle et à l'administration fiscale (PACCAF).

Pour l'atteinte des objectifs de la mission, une démarche méthodologique structurée de la façon suivante a été adoptée :

Une réunion de lancement du contrôle avec le comité de facilitation et de suivi des opérations exécutées sur le compte **"Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilisation Economique"** prévue le 25 août 2020 dans la salle de conférence du Ministère de l'Economie et des Finances en présence des membres dudit comité et des huit membres de l'équipe de contrôle n'a finalement pas eu lieu.

Ainsi donc, après la réunion de lancement à l'interne par la Direction de l'Inspection Générale des Finances, la mission a eu des entretiens avec les structures et services suivants : le Comité de Facilitation et de Suivi des Opérations Exécutées sur le Fonds Spécial Covid-19 (CFSOEFSC), le cabinet du Ministère de la Santé, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement (DND-APD), la Direction Nationale des Impôts (DNI), l'Institut de Recherches et de Développement des Plantes Médicinales et Alimentaires de Guinée (IRDPMAG), la Société Nationale des Chemins de Fer de Guinée (SNCFG), Electricité de Guinée (EDG). La liste des personnes rencontrées est donnée en annexe 1.

À la suite des entretiens, des questionnaires ont été adressés aux responsables des différentes structures ayant la charge de la mise en œuvre de chacune des mesures.

L'équipe de contrôle a également adressé des courriers à certains fournisseurs et prestataires de services adjudicataires de marchés.

Des réunions de fin de contrôle avec l'ensemble des acteurs et les huit membres de l'équipe de contrôle ont été organisées aux niveaux de chaque entité.

1.7 Procédure contradictoire :

Conformément au manuel de procédure en vigueur à l'IGF, les rapports provisoires ont été transmis aux responsables des différentes structures ayant assuré la mise en œuvre de chaque mesure. La date limite de réponse était fixée au plus tard le 30 novembre 2020.

À la date du 30 novembre 2020, l'Inspection Générale des Finances n'avait reçu que les réponses de cinq (5) entités sur les 9 contrôlées. A la date d'échéance, c'est-à-dire le 15 décembre 2020 date de dépôt des rapports finaux, deux structures n'avaient pas répondu aux rapports provisoires dont elles étaient destinataires. Il s'agit de la Direction Nationale des Impôts et la Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement.

L'étape de la procédure contradictoire ayant pour finalité le respect d'un principe clé du contrôle, à savoir "*le principe du contradictoire*", qui permet au contrôlé de prendre connaissance des conclusions de la mission de contrôle et de se prononcer en donnant une réponse au rapport provisoire qui peut soit confirmer les constats de la mission, soit les infirmer en apportant dans ce cas des éléments probants à cet effet.

L'absence de réponse à un rapport provisoire régulièrement transmis à l'entité contrôlée (avec accusé de réception) entraîne la validation par l'IGF du contenu dudit rapport qui devient de facto un rapport final opposable aux personnes contrôlées.

Les travaux de contrôle qui se sont déroulés dans les locaux des différentes structures et entités en charge de la mise en œuvre des mesures inscrites au plan de riposte économique du gouvernement, ont porté sur les deux principaux axes suivants :

2 APPLICATION DES AXES DE CONTRÔLE :

Les contrôles ont porté sur les ressources mobilisées et à mobiliser (engagements non encore honorés) et sur les dépenses exécutées inscrites et non inscrites au plan de riposte, mais entrant directement dans le cadre de la riposte au COVID-19.

2.1 Analyse des ressources :

Cette analyse montre que toutes les ressources n'ont pas été intégrées au fonds de concours du plan de riposte et elles ont été mobilisées à des niveaux variables au cours de la première phase.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de riposte économique du Gouvernement, des mesures consacrées au financement du plan de riposte ont été prises. Au titre des ressources attendues, ces mesures au nombre de neuf (09) ont été évaluées. Le tableau ci-dessous indique les mesures et les montants attendus :

Tableau N°4 : LES MESURES DE FINANCEMENT DU PLAN (FONDS DE RIPOSTE COVID-19)

N°	Mesure Plan	Désignation	Montant en GNF	Montant en USD
1	31	Ponction sur le prix du pétrole à la pompe	405 Mds	-
2	32	Report du service de la dette extérieure (2020)	900 Mds	-
3	33	Mobilisation d'une partie des dépenses communes	50 Mds	-
4	34	Plan d'urgence ANIES	439 Mds	
5	35	Catastrophe Containment and Relief Trust & Emergency financing instruments (FMI)	-	200 M
6	36	Package covid-19 Banque Mondiale (mesures d'ordre sanitaire)	-	100 M
7	37	Gouvernement des Emirats arabes unis	-	15 M

		(compris dans le plan ANIES)		
8	38	BID, BADEA, etc.	-	A définir
9	39	Banque Africaine de Développement	-	32 M
		Total	1 794 Mds	347 M

Source : Plan de riposte économique du Gouvernement.

À la date du 30 juin 2020, les ressources financières pour un montant total de cinq cent cinquante-cinq milliards cinq cent dix millions trois cent trente-sept mille trois cent soixante-neuf francs guinéens (**555 510 337 369 FG**) ont été mobilisées.

Deux sources de financement ont été identifiées, à savoir :

- les ressources mobilisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de riposte portant sur les neuf (09) mesures consacrées au financement du plan de riposte, dénommé (Fonds de riposte Covid-19) ;
- les ressources mobilisées en dehors du plan, mais éligibles au fonds de concours.

Cette deuxième catégorie porte sur des allocations accordées par le budget général de l'Etat sur les crédits du Ministère de la Santé, des donations des personnes physiques et morales de droit privé et public au niveau national et des contributions des bailleurs de fonds bi et multilatéraux.

Le tableau ci-dessous présente par catégorie, la situation des ressources mobilisées du côté du Gouvernement et au niveau de l'ANSS.

Tableau N°5 : ETAT DE FINANCEMENT DU PLAN DE RIPOSTE POUR LA PERIODE : MARS, AVRIL, MAI ET JUIN 2020 (PHASE 1)

N° Mesures Plan/Arrêté		Intitulé de la mesure ou Nature de la dépense	Prévision (Ressources attendues)		Réalisation au 30 juin 2020		Ecart € = © - (d)	Taux	Obs.
			USD (a)	GNF (b)	Données PGT ©	Données Mission (d)			
I- Ressources mobilisées dans le cadre des mesures du plan de Riposte (Fonds de Riposte au Covid-19)									
31	4	Ponction sur le prix du pétrole à la pompe	-	405 000 000 000	110 266 706 500	110 266 706 500	-	27,23	
32		Report du service de la dette extérieure (2020)	-	900 000 000 000	119 998 530 577	119 998 530 577	-	13,33	
33		Mobilisation d'une partie des dépenses communes	-	50 000 000 000	-	-	-	-	
34		Catastrophe Containment and Relief Trust & Emergency financing instruments (FMI)	200 000 000	-	-	-	-	-	
35		Package Covid-19 Banque Mondiale (Mesure d'ordre sanitaire)	100 000 000	-	-	-	-	-	
36		Plan d'urgence ANIES	-	439 000 000 000	-	5 049 588 700	- 5 049 588 700	1,15	
37		Gouvernement des Emirates Arabes Unies (compris dans le plan ANIES)	15 000 000	-	-	-	-	-	
38		BID, BADEA, Etc.	-	-	-	-	-	-	
39		Banque Africaine de Développement	32 000 000	-	-	-	-	-	
		Prélèvement sur le Budget Général (Approvisionnement du compte Remboursement des Crédits de TVA).	-	200 000 000 000	-	200 000 000 000	- 200 000 000 000	100,00	
Sous-total 1			347 000 000	1 994 000 000 000	230 265 237 077	436 265 169 977	- 205 049 588 700	14,17	
II-Ressources mobilisées en dehors du plan de Riposte (Fonds de concours au Covid-19)									
A- Côté Etat Guinéen (Gouvernement)									
		Prélèvement sur le Budget Général et Engagements de dépenses sur le BND (crédits du Ministère de la Santé)	-	-	47 497 693 746	61 750 968 122	- 14 253 274 376		
	4	Donations des Personnes Physiques et Morales de droit privé	-	-	16 224 810 973	16 224 810 973	-		
	4	Donations des Personnes Physiques et Morales de droit public	-	-	1 600 000 000	1 600 000 000	-		

	4	Contributions des Bailleurs Bi et Multilatéraux	-	-	34 820 275 706	34 820 275 706	-		
Sous-total 2-1			-	-	100 142 780 425	114 396 054 801	- 14 253 274 376		
B- Côté Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS)									
		Avances de la PGT versées à l'ANSS	-	-	-	366 013 000	- 366 013 000		
	4	Donations des Personnes Physiques et Morales de droit privé	-	-	-	3 570 449 735	- 3 570 449 735		
	4	Donations des Personnes Physiques et Morales de droit public	-	-	-	700 000 000	- 700 000 000		
	4	Contributions des Bailleurs Bi et Multilatéraux	-	-	-	1 162 994 056	- 1 162 994 056		
Sous-total 2-2			-	-	-	5 799 456 791	- 5 799 456 791		
Sous-total 2			-	-	100 142 780 425	120 195 511 592	- 20 052 731 167		
Total Général			347 000 000	1 994 000 000 000	330 408 017 502	555 510 337 369	- 225 102 319 867	27,86	

Sources : PGT, BCRG, Chaine des dépenses MB/MEF, MS et ANSS.

Analyse et commentaires :

- Ressources mobilisées suivant mesures de financement du plan de Riposte (Fonds Spécial au Covid-19) :** Quatre (04) mesures sur neuf (09) ont été mises en œuvre. Quatre cent trente-six milliards deux cent soixante-cinq millions cent soixante-neuf mille neuf cent soixante-dix-sept francs guinéens (**436 265 169 977 GNF**) ont été mobilisés. Ce montant se décompose comme suit :
 - cent dix milliards deux cent soixante-six millions sept cent six mille cinq cent francs guinéens (110 266 706 500 GNF) au titre de la mise en œuvre de la mesure 31 « **Ponction sur le prix du pétrole à la pompe** » du plan, soit 27,23% par rapport à la prévision de la mesure et 25,33% des ressources mobilisées ;
 - cent dix-neuf milliards neuf cent quatre-vingt-dix-huit millions cinq cent trente mille cinq cent soixante-dix-sept francs guinéens (119 998 530 577 GNF), portant mise en œuvre de la mesure 32 « **Report du service de la dette extérieure (2020)** » du plan de riposte, soit 13,33% par rapport à la prévision de la mesure et 27,57% des ressources mobilisées ;
 - cinq milliards quarante-neuf millions cinq cent quatre-vingt-huit mille sept cent francs guinéens (5 049 588 700 GNF), relatifs à la mise en œuvre de la mesure 3 « **Plan d'urgence ANIES** » du plan de riposte, soit 1,15% de la prévision et 1,16% des ressources mobilisées ;
 - deux cent milliards francs guinéens (200 000 000 000 GNF), montant mobilisé dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 19 « **Réduction (à deux semaines) des délais de remboursement des crédits de TVA** », soit les **100%** de la prévision et 45,94% des ressources mobilisées. A ce niveau, l'on constate que cette mesure à l'image du Plan d'Urgence ANIES, n'a pas été prévue dans le plan de financement du plan de riposte.

Dans l'ensemble, des mesures sont mises en œuvre en grande partie au second semestre 2020.

Au 30 juin 2020, aucune de ces mesures : 33, 34, 35, 37, 38 et 39 relatives au financement du plan de riposte n'ont encore été honorées :

Mesure 33 : « *Mobilisation d'une partie des dépenses communes pour 50 Mds GNF* » ;

Mesure 34 : « *Catastrophe Containment and Relief Trust & Emergency financing instruments (FMI) 200 MUSD* » ;

Mesure 35 : « *Package Covid-19 Banque Mondiale (mesures d'ordre sanitaire) pour 100 MUSD* » ;

Mesure 37 : « *Gouvernement des Emirates arabes unis (compris dans le plan ANIES)* » ;

Mesure 38 : « *BID, BADEA, etc...à définir* » ;

Mesure 39 : « *Banque Africaine de Développement pour 32 MUSD* ».

Pour ces mesures, la mission n'a obtenu aucune explication des administrations en charge de la mise en œuvre de ces mesures.

- 2. Ressources mobilisées en dehors du plan de Riposte mais éligibles au fonds de concours au Covid-19 :** Cent vingt milliards cent quatre-vingt-quinze millions cinq cent onze mille cinq cent quatre-vingt-douze francs guinéens (**120 195 511 592 GNF**) ont été mobilisés dont (**114 396 054 801 GNF**) du côté du Gouvernement et (**5 799 456 791 GNF**) du côté de l'ANSS.

2.1 Du côté du Gouvernement : Cent quatorze milliards trois cent quatre-vingt-seize millions cinquante-quatre mille huit cent un franc guinéen (**114 396 054 801 GNF**) mobilisés, répartis comme suit :

- soixante-un milliards sept cent cinquante millions neuf cent soixante-huit mille cent vingt-deux francs guinéens (61 750 968 122 GNF), constitués des prélèvements sur le Budget général de l'Etat et Engagements de dépenses effectués sur les crédits du Ministère de la Santé, soit 53,98% de la mobilisation du côté du Gouvernement ;
- dix-sept milliards huit cent vingt-quatre millions huit cent dix mille neuf cent soixante-treize francs guinéens (17 824 810 973 GNF), sont constitués des donations de personnes physiques et morales de droit public et privé, soit 15,58% de la mobilisation du côté du Gouvernement ;
- trente-quatre milliards huit cent vingt millions deux cent soixante-quinze mille sept cent six francs guinéens (34 820 275 706 GNF) se rapportent aux contributions des bailleurs bi et multilatéraux notamment, l'OMVS et le FMI, soit 30,44% de la mobilisation du côté du Gouvernement.

2.2 Du côté de l'ANSS : Il a été mobilisé, cinq milliards sept cent quatre-vingt-dix-neuf millions quatre cent cinquante-six sept cent quatre-vingt-onze francs guinéens (**5 799 456 791 GNF**), constitués de :

- trois cent soixante-six millions treize mille francs guinéens (**366 013 000 GNF**) des avances versées par la PGT à l'ANSS, soit 6,31% de la mobilisation ;
- quatre milliards deux cent soixante-dix millions quatre cent quarante-neuf mille sept cent trente-cinq francs guinéens (**4 270 449 735 GNF**), sont constitués des donations de personnes physiques et morales de droit public et privé, soit **73,64%** du montant mobilisé de ce côté ;

- un milliard cent soixante-deux millions neuf cent quatre-vingt-quatorze cinquante-six francs guinéens (**1 162 994 056 GNF**), relative à la contribution de la Banque Mondiale dans le cadre du Projet REDISE, soit **20,05%** de la mobilisation au niveau de l'ANSS.

Au total, suivant les données collectées aux niveaux : de la Pairie Générale du Trésor (PGT), de l'ANSS, du Ministère de la Santé et de la chaîne des dépenses du Ministère du Budget, il a été mobilisé au cours de la phase 1 du plan 19 un montant de cinq cent cinquante-cinq milliards cinq cent dix millions trois cent trente-sept mille trois cent soixante-neuf francs guinéens (**555 510 337 369 GNF**) y compris les deux cent milliards francs guinéens (**200 000 000 000 GNF**) alloués aux remboursements des crédits de TVA dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 19 du plan de riposte économique du Gouvernement géré dans un autre compte que celui du Fonds Spécial Covid-19. Ce qui est contraire à l'esprit des dispositions des **articles 2 et 3 de l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB portant modalités de gestion des ressources et des dépenses du « Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilisation Economique »**.

L'article 2 dispose que : « Les ressources de ce fonds sont logées dans un compte ouvert dans les livres de la Banque Centrale de la république de Guinée (BCRG) intitulé « Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilisation Economique » sous le numéro 001 190 2011000439 71 ».

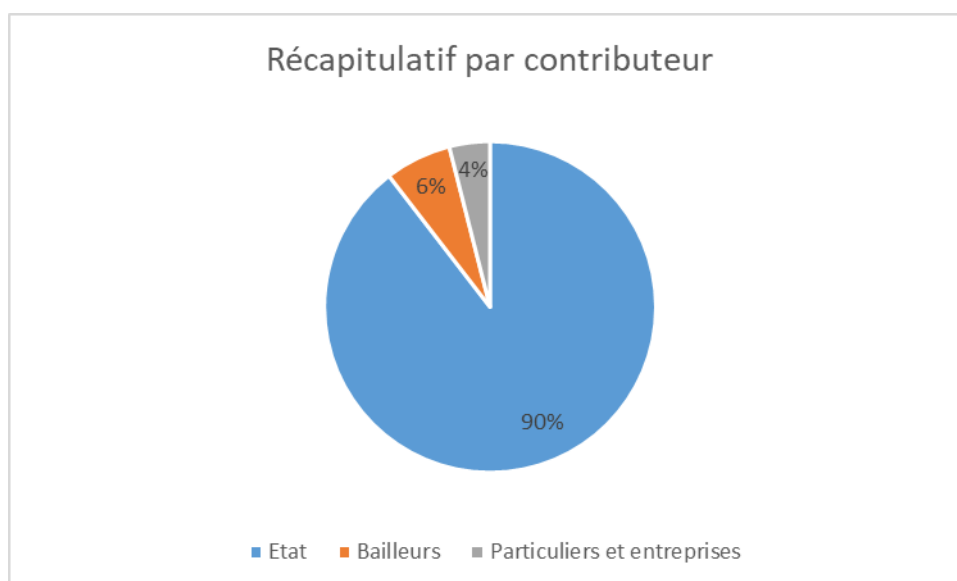
Et l'article 3 dispose que : « L'objectif recherché avec l'ouverture de ce compte est d'assurer une centralisation de l'ensemble des ressources mobilisées dans le cadre de diverses contributions pour faire face à cette pandémie, de manière à s'assurer de leur disponibilité, à promouvoir la transparence dans leur utilisation, et à éditer les restitutions à partager avec le public ».

Du côté de la PGT, la situation centralisée présente un montant total de trois cent trente milliards quatre cent huit millions dix-sept mille cinq cent deux francs guinéens (**330 408 017 502 GNF**). Ce qui donne un écart de deux cent vingt-cinq milliards cent deux millions trois cent dix-neuf mille huit cent soixante-sept francs guinéens (**225 102 319 867 GNF**) qui n'ont pas été comptabilisés par la PGT car n'ayant pas fait objet d'encaissement sur le compte Fonds Spécial Covid-19 dont il assure la gestion. Cet écart entre les données de la mission et celles du PGT se situe aux niveaux :

- du montant des 200 000 000 000 GNF, viré du compte de l'ACCT pour le compte **remboursement des crédits de TVA**, compte domiciliaire du produit des prélèvements issus de la recette des 50 % de TVA encaissée, facturée par les fournisseurs de biens et services aux sociétés minières ;
- des engagements de dépenses faits à partir du Budget général de l'Etat sur les crédits du Ministère de la Santé pour 14 253 274 376 GNF ;
- de la mobilisation de fonds effectuée du côté de l'ANIES au titre du Plan d'urgence ANIES qui se chiffre à 5 049 588 700 GNF ;
- des mobilisations de fonds effectuées du côté de l'ANSS pour 5 799 456 791 GNF.

De façon synthétique, par catégorie de contributeur en ressources la situation se présente comme suit :

- **Contribution de l'Etat Guinéen : 497 431 806 899 GNF, soit 89, 55% de la mobilisation de la période : mars, avril, mai et juin 2020 ;**
- **Contributions des bailleurs bi et multilatéraux : 35 983 269 762 GNF, qui équivaut à 6,48% du montant mobilisé au cours de la période sous revue ;**
- **Contributions des particuliers et entreprises : 22 095 260 708 GNF, ce qui correspond à 3,98% des ressources financières mobilisées.**



Recommandation N°1 (Ministère du Budget/Direction Nationale du Budget) :

Procéder à la régularisation de l'ensemble des ressources mobilisées au titre des fonds de concours au COVID-19, par leur prise en charge en recettes dans le budget général de l'Etat exercice 2020.

2.2 Analyse des dépenses :

L'analyse des dépenses a consisté à identifier et évaluer l'ensemble des dépenses du plan de riposte. La revue du plan de riposte a permis d'identifier deux catégories de dépenses, à savoir :

- les dépenses directes ;
- les dépenses indirectes (dépenses fiscales) et autres allègements fiscaux.

L'analyse a montré que toutes les dépenses n'avaient pas été exécutées au cours de la première phase.

2.2.1 Analyse des dépenses directes :

Pour les opérations de dépenses, il s'est agi dans un premier temps, d'apprécier leur éligibilité au (plan de riposte) économique du gouvernement et en second lieu, procéder au contrôle : de la régularité des opérations de dépenses, du respect des procédures prescrites par les lois et règlements, de la qualité et la conformité des pièces justificatives au référentiel, de l'exactitude des calculs, de la réalisation des travaux et de l'effectivité du service fait, ainsi que les contrôles de destinations.

Au niveau de l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB portant modalités de gestion des ressources et dépenses du « **Fonds Spécial de Riposte au COVID-19 et de Stabilisation Economique** », les dépenses éligibles au Fonds Spécial COVID-19 sont celles indiquées au chapitre 3 articles : 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

En ce qui concerne le plan de riposte économique du gouvernement, au titre des dépenses directes, douze (12) mesures ont été prises. Le tableau ci-dessous présente ces mesures :

Tableau N°6 : Présentation des mesures du plan de riposte du Gouvernement sur le plan Sanitaire, Social et Economique

N°	Désignation	Montant en GNF	Obs.
1	Dispositif de surveillance et de prise en charge ANSS	562 Mds	Mesure 1
2	Renforcement du système de santé	563 Mds	Mesure 2
3	Plan d'urgence ANIES	439 Mds	Mesure 3
4	Prise en charge des factures (avril à juin) des abonnés au tarif social de l'eau	24 Mds	Mesure 4
5	Prise en charge des factures (avril à juin) des abonnés au tarif social de l'électricité	456 Mds	Mesure 5
6	Gratuité pour trois mois des transports publics (bus et train)	8 Mds	Mesure 9
7	Paiement progressif des arriérés de l'Etat au secteur du tourisme et de l'hôtellerie	20 Mds	Mesure 12
8	Réduction (à deux semaines) des délais de remboursement des crédits de TVA	200 Mds	Mesure 19
9	Poursuite de l'apurement des dettes intérieures (20% du stock de 1 158 Mds GNF) auditées et validées, en privilégiant les factures inférieures à 500 millions de francs guinéens, en vue de soulager en priorité les PME et les TPE	232 Mds	Mesure 21
10	Paiement progressif des arriérés portant sur les marchés publics préfinancés par les entreprises au moyen d'emprunts bancaires	283 Mds	Mesure 22
11	Création d'un fonds de garantie des prêts bancaires	50 Mds	Mesure 24
12	Mise en place d'un fonds spécifique aux groupements d'intérêt économique (GIE)	20 Mds	Mesure 25
Total		2 857 Mds	

Source : Plan de riposte économique du Gouvernement Guinéen.

Analyse et commentaires :

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures inscrites dans le plan de riposte économique du Gouvernement, il a été identifié pendant la période : mars, avril, mai et juin 2020, quatre (4) catégories de dépenses exécutées dont le montant s'élève à trois cent six milliards six cent quarante-deux millions trois cent soixante-cinq mille quatre cent soixante-six francs guinéens (306 642 365 466 GNF), et concernent :

- les dépenses exécutées par les entités en charge de la mise en œuvre des mesures de riposte, après des mises à dispositions effectuées par la Paierie Générale du Trésor : 149 302 532 066 GNF, qui équivaut à 48,69 % des dépenses exécutées pendant la période sous revue ;
- les dépenses directement payées par la Paierie Générale du Trésor (PGT) aux ayants droits (les factures fournisseurs et prestataires, les remboursements des crédits de TVA payés aux Sociétés Minières et Ambassade, après validation par le Comité de Gestion des Remboursements des Crédits de TVA s'élève à cent trente-deux milliards deux cent trente-sept millions cinq cent treize mille cent quarante-trois francs guinéens (132 237 513 143 GNF), qui équivaut à 43,12 % des paiements opérés (voir liste des bénéficiaires dans le rapport relatif à la mise en œuvre de la mesure 19) ;
- les dépenses exécutées par les entités, mais non prélevées sur la caisse du PGT (Fonds Spécial COVID-19), se chiffrent à 20 052 731 557 GNF. Il s'agit des dépenses exécutées par le Ministère de la Santé et l'ANSS à partir des ressources mobilisées sur les crédits du Ministère (BND) et les fonds colletés au niveau de l'ANSS. Elles représentent 6,54% des dépenses exécutées courant avril, mai et juin 2020 ;
- les dépenses exécutées par les entités à partir des fonds mobilisés par les entités : Cette catégorie de dépenses pour 5 049 588 700 GNF, équivaut à 1,65 % des dépenses exécutées pendant la période : mars, avril, mai et juin 2020.

Au cours de la présente revue, le contrôle a été effectué aux niveaux de neuf (9) entités sur douze (12) ayant assuré la mise en œuvre des mesures, à savoir :

- quatre (4) Ministères et Directions Nationales : Ministère des Sports de la Culture et du Patrimoine Historique, Ministère de la Santé, Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement et Direction Nationale des Impôts ;
- trois (3) établissements publics : Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale et Institut de Développement et de Recherche des Plantes Médicinales et Alimentaires de Guinée ;
- deux (2) sociétés d'Etat : Electricité de Guinée et Société Nationale des Chemins de Fer de Guinée.
- deux (2) secteurs n'ont pas été contrôlés, une Société d'Etat (SOTRAGUI) et le secteur agricole (le groupement des producteurs de l'ANACARDE et le Projet coton).

Par composante, le tableau ci-dessous présente la situation de l'exécution des dépenses directes au titre des quatre (4) premiers mois des phases (d'alerte et de riposte) de lutte contre la pandémie à la COVID-19.

Tableau N°7 : ETAT DE SYNTHESE DES DEPENSES ENTRANT DANS LA MISE EN OEUVRE DES MESURES DU PLAN DE RIPOSTE ET DE L'ARRETE N°2020/1635/MEF/MB/CAB du 26 mai 2020

N° Mesures Plan/Arrêté		Intitulé de la mesure ou Nature de la dépense	Prévision	Exécution			Total Général	Taux	Obs.
				(Mars à Juin 2020)	(Juillet-Sept.)	(Oct.-Déc.)			
I- Composante Sanitaire									
1	9	Dispositif de surveillance et de prise en charge ANSS	563 000 000 000	58 767 925 126	-	-	58 767 925 126	10	
2	9	Renforcement du système de santé	562 000 000 000	-	-	-	-	-	
	6.1	Secteur Educatif (IRDPMAG)		1 350 800 000	-	-	1 350 800 000		
Sous-total 1			1 125 000 000 000	60 118 725 126	-	-	60 118 725 126	5	
II- Composante Sociale									
3	9	Plan d'urgence ANIES	439 000 000 000	5 049 588 700	-	-	5 049 588 700	1	
4	7	Prise en charge des factures (d'avril à Juin) des abonnés au tarif social de l'eau	24 000 000 000	-	-	-	-	-	
5	7	Prise en charge des factures (d'avril à Juin) des abonnés au tarif social de l'électricité	456 000 000 000	35 715 809 607	-	-	35 715 809 607	8	
9	8	Gratuité pour trois mois des transports publics (bus et train)	8 000 000 000	5 000 000 000	-	-	5 000 000 000	63	
	11	Dépenses d'appui à la sécurité alimentaire M. Action Sociale	-	-	-	-	-	-	
Sous-total 2			927 000 000 000	45 765 398 307	-	-	45 765 398 307		
III- Composante Economique et Financière/Appui au Secteur Privé									
12		Païement progressif des arriérés de l'Etat au secteur du tourisme et de l'hôtellerie	20 000 000 000	33 739 163 157	-	-	33 739 163 157	169	
19		Remboursement des crédits de TVA	200 000 000 000	116 184 332 157	-	-	116 184 332 864	58	
21		Poursuite de l'Apurement des dettes intérieures auditées	232 000 000 000	3 834 746 012			3 834 746 012	2	

					-	-			
22		Païement progressif des arriérés portant sur les marchés publics préfinancés par les entreprises	283 000 000 000	-	-	-	-	-	
24	10	Création d'un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME	50 000 000 000	-	-	-	-	-	
25	10	Mise en place d'un fonds spécifique aux GIE	20 000 000 000	20 000 000 000	-	-	20 000 000 000	100	
	6	Dépenses urgentes (Ministères Sectoriels concernés)	-	-	-	-	-	-	
	6.2	Secteur Agricole (Projet Coton et Producteurs de l'ANACARDE)	27 000 000 000	27 000 000 000	-	-	27 000 000 000	100	
Sous-total 3			832 000 000 000	200 758 242 033	-	-	200 758 242 033		
Total Général			2 884 000 000 000	306 642 365 466	-	-	306 642 365 466		

Sources : Données collectées aux niveaux de la Paierie Générale du Trésor et les entités ayant la charge de la mise en œuvre des mesures du plan de riposte économique du Gouvernement, à savoir :

1. *Ministère de la Santé (MS) ;*
2. *Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS) ;*
3. *Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) ;*
4. *Electricité de Guinée (EDG) ;*
5. *Société Nationale des Chemins de Fer de Guinée (SNCFG) ;*
6. *Ministère de Culture, des Sports et du Patrimoine Historique (MCSPH) ;*
7. *Direction Nationale des Impôts ; Paierie Générale du Trésor (DNI-PGT) ;*
8. *Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement (DND-APD) ;*
9. *Projet Coton (non contrôlé) ;*
10. *Groupement des producteurs de l'ANACARDE (non contrôlé) ;*
11. *Institut de Développement et de Recherche des Plantes Médicinales et Alimentaires de Guinée (IRDPMAG)*

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus les dépenses ont concerné les trois (03) composantes énoncées dans le plan de riposte économique du Gouvernement, analysées comme suit :

2.2.1.1 Composante Sanitaire :

La composante vise deux objectifs qui correspondent aux mesures 1 et 2 du plan de riposte économique du Gouvernement. Elles sont intitulées et chiffrées comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°8 : Présentation des mesures de la Composante Sanitaire

N° Mesure Plan	Intitulé	Montant en GNF			Taux
		Prévision	Exécution au 30 juin 2020	Ecart	
1	Dispositif de surveillance et de prise en charge ANSS	563 000 000 000	58 767 925 126	- 504 232 074 874	
2	Renforcement du système de santé	562 000 000 000	-	- 562 000 000 000	
6.1	Lancement de deux essais cliniques de riposte à la COVID-19 mis en œuvre par L'IRDPMAG de Dubréka	-	1 350 800 000	1 350 800 000	
Total		1 125 000 000 000	60 118 725 126	-1 064 882 074 874	

Sources : Plan de riposte, Paierie Générale du Trésor, Ministère de la Santé, Chaine des dépenses MB/MEF, l'ANSS et l'IRDPMAG.

Analyse et commentaires :

Au niveau de la Composante Sanitaire, parmi les deux (2) mesures inscrites au plan de riposte économique du Gouvernement, c'est la mesure N°1 portant sur le : « **Dispositif de surveillance et de prise en charge** », inscrite pour **563 Mds GNF** qui a essentiellement été mise en œuvre. Pour la période : mars, avril, mai et juin 2020, cette mesure a coûté à l'Etat un montant de **(60 118 725 126) GNF**, soit 10% de la prévision et équivaut à 10% des dépenses exécutées de la période au niveau de la composante. Ce montant intègre celui du lancement des deux essais cliniques effectués par l'Institut de Développement et de Recherche des Plantes Alimentaires et Médicinales de Guinée.

Les dépenses exécutées au niveau de cette sous composante se rapportent aux deux phases. C'est-à-dire la phase d'alerte et celle de la riposte. Ces dépenses ont porté essentiellement sur

- la prise en charge dans des conditions décentes des malades du coronavirus ;
- la prise en charge des frais de laboratoire ;
- les indemnités du personnel soignant ;
- la logistique et la communication ;
- les essais cliniques de deux projets de riposte à la COVID-19 ;
- l'assistance technique et la coordination.

Trois entités ont assuré la mise en œuvre de la mesure. Le Ministère de la Santé et l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS) et l'Institut de Recherches et de Développement des Plantes Médicinales et Alimentaires de Guinée (IRDPMAG) de Dubréka.

S'agissant de la mesure 2 portant sur le renforcement du système de santé caractérisé par la réalisation d'ouvrages, son exécution s'est étalée sur le second semestre et en 2021.

Au total, le montant des irrégularités constatées (dépenses non justifiées) au niveau de la composante sanitaire (6 005 608 000 GNF) représentent 10% des dépenses exécutées au niveau du secteur pendant la période (mars, avril, mai et juin 2020). Elles portent sur l'absence de justificatifs de la répartition du carburant alloué pour les véhicules et engins roulants utilisés dans le cadre de la riposte.

Par ailleurs, le contrôle de destinations a révélé plusieurs cas de substitutions de biens. Des manques à gagner portant sur plusieurs articles reçus ou acquis ont été également constatés.

Recommandation N°2 (Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de la Santé) : Faute de fourniture de justificatifs de la gestion du carburant alloué aux véhicules et engins destinés à la riposte, il est ordonné le reversement au profit du Trésor Public de la valeur correspondante, soit 6 005 608 000 GNF.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, les entités contrôlées à savoir : le Cabinet du Ministère de la Santé, l'ANSS et l'IDRPMAG ont toutes partagé les constats faits par la mission de l'IGF et se sont engagées à mettre en œuvre dans les meilleurs délais des recommandations faites dont les principales portent sur :

- la régularisation des marchés dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils de passation ;
- la régularisation des dépenses exécutées en procédures dérogatoires ; la mise en place d'un registre d'inventaire de biens au niveau du magasin de la PCG ;
- la mise à jour de la comptabilité matières et matériel du Ministère de la Santé et de l'ANSS ;
- la mise en place ou l'acquisition d'un logiciel de gestion adapté ;
- la nomination de certains acteurs de l'exécution de la commande publique auprès des entités : ANSS une PRMP, IRDPMAG un Agent Comptable et un Comptable Matières et Matériel ;
- le Ministère de la santé n'a pas fourni d'élément de réponse, encore moins de justificatifs relatifs à la gestion du carburant alloué aux véhicules destinés à la riposte ;
- l'ANSS, dans le cadre de la procédure contradictoire sur le rapport portant contrôle de destinations, n'a apporté des éléments de réponse que le 07 mars 2021 alors que le rapport provisoire avait été transmis le 27 janvier 2021. Ceci explique d'ailleurs le retard accusé dans la production du présent rapport synthèse.

Conclusion sur la Composante Sanitaire :

Sous réserve de plusieurs manquements signalés, notamment le non-respect des dispositions réglementaires et à leurs conséquences possibles sur la qualification de la dépense publique (du fait principalement de la violation des règles en matière de

marchés publics, d'exécution des dépenses et de production des pièces justificatives, de cas de surfacturation abusive et de l'absence de prise en charge en comptabilité matières et matériel des biens acquis), les fonds alloués ont globalement été utilisés à bonne fin pour permettre la mise en œuvre des activités du plan de riposte.

(Voir les deux (2) (rapports finaux) relatifs à la mise en œuvre des mesures 1 (Plan de riposte) et 6.1 (arrêté AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 26 mai 2020)

2.2.1.2 Composante Sociale :

La composante Sociale du plan comporte 5 mesures dont 4, à savoir les mesures : 3, 4, 5 et 9 inscrites dans le plan de riposte et, une mesure prévue à l'article 11 de l'arrêté conjoint AC/2020/1635/ portant Modalités de Gestion des Ressources et des Dépenses du « Fonds Spécial de Riposte au COVID-19 et de Stabilisation Economique » relative aux "*dépenses d'appui à la sécurité alimentaire*".

Tableau N°9 : Présentation des mesures de la Composante Sociale du Plan de Riposte

N° Mesure Plan	Intitulé	Montant en GNF			Taux
		Prévision	Exécution au 30 juin 2020	Ecart	
3	Plan d'urgence ANIES	439 000 000 000	5 049 588 700	- 433 950 411 300	
4	Prise en charge des factures (Avril à Juin) des abonnés au tarif social de l'eau	24 000 000 000	-	- 24 000 000 000	
5	Prise en charge des factures (Avril à Juin) des abonnés au tarif social de l'électricité	456 000 000 000	35 715 809 607	- 420 284 190 393	
9	Gratuité pour trois mois des transports publics (bus et train)	8 000 000 000	5 000 000 000	- 3 000 000 000	
	Dépenses d'appui à la sécurité alimentaire	-	-	-	
Total		927 000 000 000	45 765 398 307	- 881 234 601 693	

Sources : Plan de riposte, Paierie Générale du Trésor et ANIES.

Analyse et Commentaires :

Au titre de la période : avril, mai et juin 2020, le montant total des actions mises en œuvre au niveau de la composante sociale du plan de riposte se chiffre à **45 765 398 307 GNF**, soit 5% de la prévision totale.

Sur les sept (7) mesures inscrites au plan de riposte économique du gouvernement, quatre (4) portent sur des dépenses directes et les trois (3) autres se rapportent aux mesures d'allègements en faveur des citoyens.

Pour la période sous revue, le niveau de mise en œuvre des mesures se présente comme suit :

1. Mesure 3 : « Plan d'urgence ANIES ».

Au titre de cette mesure, inscrite pour **439 Mds GNF** au plan de riposte, il a été planifié au titre de la période (avril, mai et juin 2020) des activités qui se chiffraient à **12 554 002 500 GNF**. Sur cette prévision initiale couvrant la période (avril, mai et juin 2020), il a été exécuté par l'ANIES un montant total de **5 049 588 700 GNF**, ce qui équivaut à 40 % de la prévision et représente 11% des dépenses exécutées au niveau de la composante pendant la période sous revue. Cette mesure a porté uniquement sur des actions d'urgence. Il convient de noter que près de 97% des 439 milliards GNF concernent les transferts monétaires dont la mise en œuvre a démarré en août 2020. Cette activité est financée par les crédits budgétaires 2020 et des apports extérieurs, notamment 25 millions USD (provenant des 70 millions USD de la Banque Mondiale).

2. Mesure 4 : « Prise en charge des factures (avril à juin) des abonnés au tarif social de l'eau », inscrite pour **24 Mds GNF**.

La Société des Eaux de Guinée (SEG) a assuré la mise en œuvre de cette mesure. Cependant, bien que la mesure ait été mise en œuvre courant avril, mai et juin, force est de constater que les factures de la période (avril, mai et juin 2020) transmises à l'Etat pour remboursement dont le montant s'élève à (*vingt-trois milliards six cent soixante-dix-neuf millions zéro vingt-huit mille trois cent deux francs guinéens*) **23 679 028 302 GNF** n'ont pas fait l'objet de paiement au cours de la période sous revue. Conséquemment, pour cette phase, ces dépenses n'ont pas fait l'objet d'examen par la mission.

3. Mesure 5 : « Prise en charge des factures (avril à juin) des abonnés au tarif social de l'électricité », initialement inscrite pour **456 Mds GNF**.

Pour cette autre mesure, la Société d'Electricité de Guinée (EDG) était chargée de la mise en œuvre de la mesure. Pour la période : avril, mai et juin 2020, il a été soumis à l'Etat pour remboursement au titre des factures des « **abonnés au tarif social** » d'électricité un montant total de **115 985 233 923 GNF**. Pour la période (d'avril à juin 2020), une (1) facture sur trois (3) pour un montant de **35 715 809 607 GNF** a été payée. Ce qui équivaut à 8% de la prévision et 78% des dépenses exécutées au niveau de la composante pendant la période. Les autres factures ont été payées après juin 2020. Chaque facture présentée concerne trois catégories de bénéficiaires :

- **les clients vulnérables Conakry et intérieur du pays** (clients des tranches 1 et 2), clients dont la consommation mensuelle est comprise entre 1 et 40 kWh facturé à 90 GNF pour la tranche 1 et la tranche 2, la consommation est comprise entre 41 et 330 kWh ;
- **les clients non vulnérables** (clients de la tranche 3), clients dont la consommation est égale ou supérieure à 661 kWh ;
- **les réceptifs hôteliers.**

La situation par mois des factures présentées à l'Etat pour le remboursement dans le cadre de la mise en œuvre de cette mesure se présente comme suit :

Tableau N°10 : Synthèse des factures « EDG » y compris celles des réceptifs hôteliers

N°	Groupe	Période Facturée	Référence Facture	Demande de paiement	Date facture	Montant en GNF
1	GF1	Février-Mars 2020	N°001-002-003/ DG/EDG/COVID-19/2020	Réf 206	09/06	35 715 809 607
2	GF2	Mars-Avril 2020	N°004-005-006/ DG/EDG/COVID-19/2020	Réf 249	25/06	43 194 433 604
3	GF1	Avril-Mai 2020	N°007-008-009/ DG/EDG/COVID-19/2020	Réf 296	20/07	37 074 990 712
Total général				115 985 233 923 GNF		

Source : Direction Générale de l'EDG.

Analyse et commentaires :

Les trois (3) factures présentées portent sur la facturation de deux (2) groupes de clients, soit deux (2) factures du groupe GF1 (clients vulnérables, non vulnérables et les réceptifs hôteliers) et une (1) du groupe GF2 (clients vulnérables, non vulnérables et les réceptifs hôteliers). Sur ces factures des écarts inexplicables ont été constatés (cf. ci-dessous).

4. Mesure 9 : « Gratuité pour trois mois des transports publics (bus et train) », inscrite pour 8 Mds GNF.

Au titre de la première phase, cette mesure a coûté à l'Etat un montant total de cinq milliards francs guinéens (5 000 000 000 GNF). Ces dépenses représentent 63% de la prévision initiale et égales à 11% du montant total des dépenses exécutées au niveau de la composante pendant la période (d'avril à juin 2020).

Deux (2) structures ont assuré la mise en œuvre de ces mesures, à savoir :

- la Société Nationale des Chemins de Fer de Guinée (SNCFG) pour 2 000 000 000 GNF ;
- la Société des Transports de Guinée (SOTRAGUI) pour 3 000 000 000 GNF.

La mesure portant sur : « les dépenses d'appui à la sécurité alimentaire » prévue par l'article 11 de l'arrêté conjoint N°1635 n'a pas encore connu de début d'exécution au cours des mois d'avril, mai et juin 2020.

Au niveau de la Composante Sociale, des irrégularités ont été constatées dans la mise en œuvre de la mesure 5 portant sur une somme de vingt milliards trois cent quarante-cinq millions soixante-seize mille deux cent quatre-vingt-treize francs guinéens (20 345 076 293 GNF) représentant 44,45% des dépenses exécutées au niveau de la composante pendant la période (d'avril à juin 2020). Cette somme représente l'écart entre le récapitulatif des bordereaux de facturations et les factures soumises au remboursement, soit 41 257 179 GNF et sur l'absence de document officiel justifiant le paiement anticipé par l'Etat des factures de la tranche 3 (clients non vulnérables) qui se chiffre à 13 743 341 472 GNF, les rechargements opérés pour le compte des clients au prépaiement 972 898 348 GNF et les avances payées par les réceptifs hôteliers pour 2 577 279 836 GNF.

Recommandation N°3 (Ministère de l'Economie et des Finances/Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique et Direction Générale de l'EDG) : Sous réserve de l'application des recommandations figurant dans les conclusions du rapport final sur la mise en œuvre de la mesure 5, il est demandé le reversement par l'EDG ou la déduction sur les créances de l'EDG sur l'Etat, au profit du Trésor Public, l'équivalent du montant des irrégularités constatées, soit 20 345 076 293 GNF.

Dans le cadre du contradictoire, les entités contrôlées l'ANIES et la SNCFG dans les éléments de réponses envoyés ont toutes partagé les observations de la mission et se sont engagées à mettre en œuvre les recommandations faites pour une meilleure qualification de la commande publique. Les principales recommandations concernent :

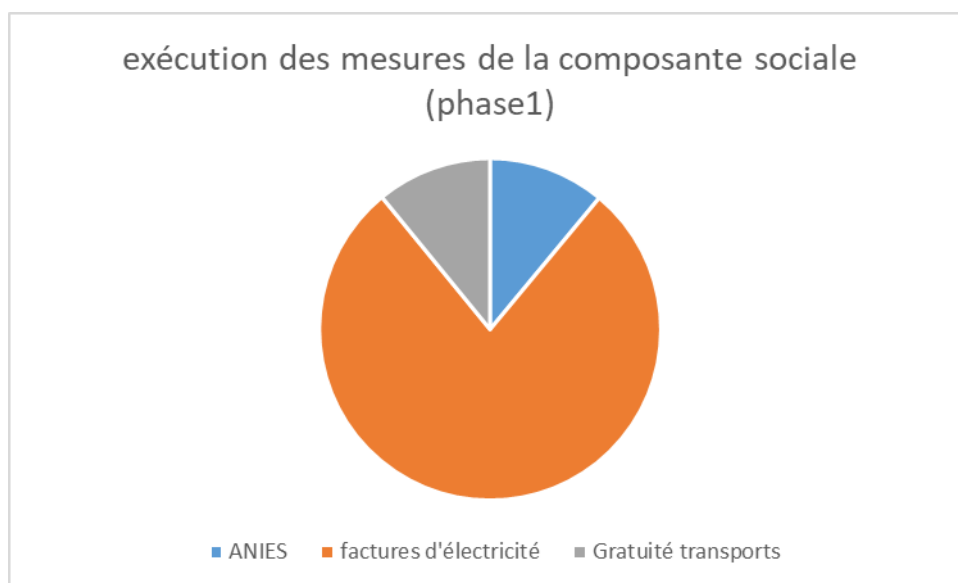
- la régularisation des marchés passés ;
- la régularisation des opérations de dépenses non visées par le contrôleur financier et non couvertes par des mandats au niveau de l'ANIES ;
- la nomination auprès de l'ANIES d'un comptable matières et matériel ;
- l'élaboration d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables de la SNCFG.

S'agissant de la Société d'Electricité de Guinée EDG, les éléments de réponse envoyés étant insuffisants car non soutenus par des documents annoncés, la mission a accordé un délai dont l'échéance était prévue pour le 31 janvier 2021 suivant l'engagement de la société pour la mise en œuvre de certaines recommandations notamment, le rechargement des clients au prépaiement, les avances payées par les réceptifs hôteliers, et l'augmentation injustifiée du coût de l'électricité.

Conclusion sur la Composante Sociale :

Sous réserve des manquements aux dispositions réglementaires relatives à l'exécution des dépenses publiques et à leurs conséquences possibles sur la qualification de la dépense publique (violation des règles en matière de marchés publics, d'exécution des dépenses, d'absence et de production de pièces justificatives, définition des bénéficiaires et imprécision du mécanisme de facturation), la mise en œuvre des mesures 3, 5 et 9 du plan de riposte économique du Gouvernement a été conforme aux objectifs visés par le Gouvernement, c'est-à-dire la réalisation effective des actions d'urgence planifiées et intégrées au plan de riposte pour l'ANIES, la prise en charge par l'Etat des factures des "abonnés au tarif social" de l'électricité pour EDG et la gratuité des transports publics pour la SNCFG et la SOTRAGUI (ALBAYRAK).

Le graphique ci-dessous présente de façon synthétique le niveau de mise en œuvre des mesures de la Composante Sociale.



(Voir les trois (3) (rapports finaux), relatifs à la mise en œuvre des mesures 3, 5 et 9 du plan de riposte économique du gouvernement).

2.2.1.3 Composante Économique :

Les mesures de la composante économique du plan se rapportent à l'appui fait au secteur privé. Dans ce cadre, vingt (20) mesures ont été inscrites en faveur du secteur privé. Six (6) portent sur des appuis financiers (dépenses directes) et quatorze (14) sont relatives aux exonérations, annulations et/ou reports de charges fiscales et autres allègements en faveur des entreprises.

Dans le présent paragraphe, notre analyse portera sur sept (7) mesures se rapportant à des dépenses directes dont six (6) inscrites au plan et une (1) prévue à l'article 6 de l'arrêté AC/2020/1635/MEF/MBCAB du 26 mai 2020.

La mise en œuvre des mesures au niveau de la Composante Economique a coûté à l'Etat un montant total de **(200 758 242 033 GNF)**.

Tableau N°11 : Présentation des mesures de la Composante Economique

N° Mesure Plan	Intitulé	Montant en GNF			Taux
		Prévision	Exécution au 30 juin 2020	Ecart	
12	Païement progressif des arriérés de l'Etat au secteur du tourisme et de l'hôtellerie	20 000 000 000	33 739 163 157	13 739 163 157	
19	Remboursement des crédits TVA	200 000 000 000	116 184 332 864	-83 815 667 136	
21	Poursuite de l'Apurement des dettes intérieures auditées	232 000 000 000	3 834 746 012	-228 165 253 988	
22	Païement progressif des arriérés portant sur les marchés publics préfinancés par	283 000 000 000	-	-283 000 000 000	

N° Mesure	Intitulé	Montant en GNF			
	les entreprises				
24	Création d'un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME	50 000 000 000	-	- 50 000 000 000	
25	Mise en place d'un fonds spécifique aux GIE	20 000 000 000	20 000 000 000	-	
6.2	Dépenses urgentes (Ministères Sectoriels)	-	27 000 000 000	27 000 000 000	
Total		805 000 000 000	200 758 242 033	-604 241 757 967	

Sources : Plan de riposte et Paierie Générale du Trésor.

Analyse et commentaires :

Les mesures de la composante économique se rapportent à l'appui fait au secteur privé. Dans ce cadre, vingt (20) mesures ont été inscrites en faveur du secteur privé. Six (6) portent sur des appuis financiers en faveur des entreprises (dépenses directes) et quatorze (14) sont relatives aux exonérations, annulations et/ou reports de charges fiscales et autres allègements en faveur des entreprises qui font l'objet de revue au § 2.2.2 du présent rapport.

Pour la période : avril, mai et juin 2020, sur les six (6) à exécuter en dépenses directes, trois (3) mesures ont été mises en œuvre. Il s'agit de :

Mesure 12 : « Paiement progressif des arriérés de l'Etat au secteur du tourisme et de l'hôtellerie », inscrite pour 20 Mds GNF :

Cette mesure au cours de la période (d'avril à juin 2020), a coûté à l'Etat un montant de 33 739 163 157 GNF, soit un dépassement de 68,69% du montant de la prévision du plan. Au total, sept (7) entités ont bénéficié desdits paiements. Il y a le paiement des arriérés en faveur de six (6) réceptifs hôteliers et de restauration pour 24 785 309 041 GNF et une Agence de Voyages pour 8 953 854 916 GNF.

Sur le paiement des réceptifs hôteliers, il a été constaté le non prélèvement par le Trésor public des 50% de TVA ayant grevée les factures d'hôtels payées en opération de trésorerie. Le montant de la TVA non prélevée est de **1 185 337 740 GNF**.

Sur les cinq (5) réceptifs hôteliers, seulement un (**Riviera Hôtel**) a pu fournir la preuve du reversement de la TVA encaissée sur les factures payées, soit 576 206 100 GNF.

Par ailleurs, des paiements excédentaires pour un montant de trois milliards quatre cent quarante-quatre millions trois cent seize mille huit-cent francs guinéens (3 440 316 800 FG) en faveur de trois (03) réceptifs hôteliers ont été constatés. Pour ces derniers, des reversements ont été immédiatement demandés par le Trésor public et effectués par les entités concernées.

Enfin, des paiements hors période ont été constatés. Trois (03) réceptifs hôteliers ont bénéficié de paiements hors période autorisée pour un montant total de (**2 339 112 300 GNF**). Ces factures portent sur les exercices 2013, 2015, 2016, 2017 et 2018. Ces réceptifs concernés sont : **Hôtel du Golf ; Noom Hôtel et Riviera Hôtel**.

Des demandes de reversements ont été envoyées aux réceptifs hôteliers concernés.

Mesure 19 : « Réduction (à deux semaines) des délais de remboursement des crédits de TVA », inscrite pour 200 Mds GNF :

Après l'approvisionnement du compte « Remboursement des Crédits de TVA » à concurrence du montant inscrit au plan, soit 200 Mds GNF, la mise en œuvre de la mesure au titre de la période (d'avril, mai et juin 2020) a coûté à l'Etat 116 184 332 864 GNF. Dix-sept (17) entités regroupées en quinze sont bénéficiaires de ces remboursements.

Au total, le montant des irrégularités constatées (insuffisance des pièces justificatives à l'appui des remboursements des crédits de TVA) dans la mise en œuvre de la mesure est de douze milliards cinq cent trente-cinq millions huit cent sept mille trois cent quarante-trois francs guinéens (**12 535 807 343 GNF**).

Mesure 21 : « Poursuite de l'apurement des dettes intérieures (20% du stock de 1 158 Mds GNF) auditées et validées, en privilégiant les factures inférieures à 500 millions de francs guinéens, en vue de soulager en priorité les PME et les TPE », inscrite pour 232 Mds GNF :

Dans le cadre la mise en œuvre de la mesure 21, relative aux paiements des dettes intérieures auditées, quinze (15) créanciers au total sont bénéficiaires de ce règlement pendant la phase 1.

Le montant total des paiements effectués se chiffre à trois milliards huit cent trente-quatre sept cent quarante-six millions douze francs guinéens (3 834 746 012 GNF). Il concerne uniquement les dettes auditées et validées par le Cabinet C2G au titre de la première phase de l'audit de la dette intérieure de l'Etat (démarrée en 2015 et terminée en 2019) qui porte sur la période allant de 1982 au 31 décembre 2013, et dont le montant validé se chiffre à 1 158 milliards. On note un faible taux d'exécution par rapport aux crédits ouverts. Cela est essentiellement dû au faible niveau des dossiers audités.

Les mesures ci-dessous n'ont pas encore connu de début d'exécution. Il s'agit de :

Mesure 22 : « Paiement progressif des arriérés portant sur les marchés publics préfinancés par les entreprises au moyen d'emprunts bancaires », inscrite pour 283 Mds GNF ;

Mesure 24 : « Création d'un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME », inscrite pour 50 Mds GNF ;

Mesure 25 : « Mise en place d'un fonds spécifique aux groupements d'intérêt économique (GIE) », inscrite pour 20 Mds GNF.

La 7ème prévue à l'article 6 de l'arrêté AC/2020/1635/MEF/MBCAB du 26 mai 2020, relative aux : « **dépenses urgentes (Ministères Sectoriels)** », comme les trois (3) précédentes, cette mesure n'a pas encore connu de début d'exécution.

Au total, le montant des irrégularités constatées dans la mise en œuvre des mesures de la Composante Economique (13 144 938 983 GNF) représente 5% des dépenses exécutées au niveau de la composante pendant la période (d'avril à juin 2020). Elles portent sur le non reversement de la TVA par quatre des cinq réceptifs hôteliers et sur la prise en compte dans les pièces justificatives des remboursements des crédits de TVA, d'opérations non éligibles et de pièces non conformes.

Recommandation N°4 (Paierie Générale du Trésor/Direction Nationale des Impôts) :
Faute de production des justificatifs de la part des entreprises et entités concernées, il est demandé la mise en recouvrement au profit du Trésor Public :

- Pour la mesure 19, le montant de douze milliards cinq cent trente-cinq millions huit cent sept mille trois cent quarante-trois francs guinéens (12 535 807 343 GNF) représentant la valeur (de la TVA des opérations non éligibles prises en compte dans le remboursement, des quittances de précomptes de TVA irrégulièrement réutilisées et prises en compte dans les créances fiscales dues par l'Etat à ces Entités, et la valeur de la TVA prise en compte sur des factures ne comportant pas de clé TVA) ou à la déduction de l'équivalent du montant sur les créances futures dues à ces entreprises ;

- Au titre de la mesure 12, l'équivalent du montant des 50% de TVA non prélevée sur les factures d'hôtels payées aux réceptifs hôteliers dont les reversements n'ont pu être justifiés, soit (609 131 640 GNF).

Dans le cadre du contradictoire, si certains constats faits par la mission ont été partagé par certaines entités, comme la Paierie Générale du Trésor et qui s'est engagée à mettre en œuvre les recommandations de la mission sur les questions relevant de sa compétence, pour d'autres, la mission n'a pas obtenu d'éléments de réponse. C'est le cas de la DNI où des quittances de reversements des 50% de TVA ont été utilisées comme pièces justificatives pour le remboursement des crédits de TVA en lieu et place des factures fournisseurs. De même, il n'y a pas eu de réponses relatives aux courriers de demandes d'informations adressés aux réceptifs hôteliers et relatives à la fourniture de preuves de reversement des 50% de TVA encaissées par eux.

Conclusion sur la Composante Economique :

Sous réserve de plusieurs manquements aux prescriptions réglementaires et à leurs conséquences possibles sur la qualification de la dépense publique (du fait notamment de la violation des règles en matière d'exécution des dépenses et de production des pièces justificatives), les fonds alloués ont globalement été utilisés à bonne fin pour permettre la mise en œuvre des mesures 12, 19 et 21 du plan de riposte.

(Les trois (3) (rapports finaux) relatifs à la mise en œuvre des mesures 12, 19 et 21 du plan de riposte économique du gouvernement).

De façon récapitulative, au titre des dépenses directes la mise en œuvre des mesures du plan de riposte économique du Gouvernement dans ses composantes : Sanitaire, Sociale et Economique se présente comme suit :

Tableau N°12 : Récapitulatif par composante de la mise en œuvre des mesures du plan

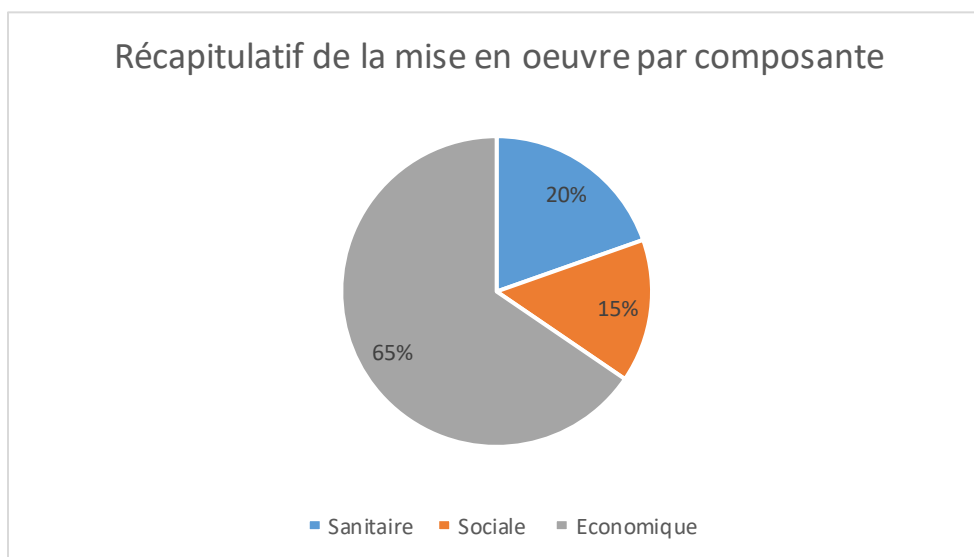
N°	Numéro Mesure Plan	Composante du Plan	Coût de mise en œuvre en GNF	Période
1	1 et 6.1	Composante Sanitaire	60 118 725 126	Avril, Mai et Juin 2020
2	3,5 et 9	Composante Sociale	45 765 398 307	
3	12,19,21,25 et 6.2	Composante Economique	200 758 242 033	
Total général			306 642 365 466	

Sources : Paierie Générale du Trésor et Entités Contrôlées.

Analyse et Commentaires :

- Au niveau de la Composante Sanitaire, ce coût comprend les dépenses effectuées dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 1 et le montant de 1 350 800 000 GNF affecté au lancement des deux essais cliniques mis en œuvre par l'IRDPMAG de Dubréka. Cette dépense est prévue par l'article 6 de l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB portant modalités de gestion des ressources et des dépenses du « **Fonds Spécial de Riposte au COVID-19 et de Stabilisation Economique** » ;
- De même que la Composante Sanitaire, au niveau de la Composante Economique, le coût de mise en œuvre des mesures intègre celui du montant de 27 000 000 000 GNF alloué au secteur agricole (Projet Coton et Groupement de l'ANACARDE).

Des trois composantes, par rapport aux ressources mobilisées, c'est la composante économique qui a connu le plus grand taux d'exécution soit 65%, après vient la composante sanitaire qui se hisse à 20% et enfin la composante sociale qui affiche un taux de 15%.



2.3 Contrôle de l'éligibilité et de la régularité des opérations de dépenses :

Dans le cadre de notre revue, l'examen et l'analyse des opérations de dépenses ont porté d'une part, sur les dépenses payées par le PGT et d'autre part, celles exécutées par les entités.

Pour le contrôle des opérations de dépenses, les diligences suivantes ont été déroulées par l'équipe de contrôle :

- Le contrôle de l'éligibilité au plan de riposte des dépenses effectuées ;
- Le contrôle de la régularité et du respect du cadre légal et réglementaire dans l'exécution des opérations de dépenses.

2.3.1 L'éligibilité des dépenses au plan de riposte :

Cette diligence permet de s'assurer que les dépenses exécutées ont bien été inscrites ou prévues au plan de riposte économique du Gouvernement ou entre dans le cadre de la riposte au Covid-19.

En dehors des celles exécutées pendant la phase d'alerte mais qui entrent dans la lutte contre la pandémie, la revue des dépenses exécutées a permis de constater que, les dépenses exécutées s'inscrivent toutes dans le cadre de la mise en œuvre d'une des mesures du plan de riposte ou entrent directement dans la riposte contre la COVID-19.

2.3.2 La régularité, le respect du cadre légal et réglementaire dans l'exécution des opérations de dépenses :

Le contrôle consiste à s'assurer de la légalité de la dépense, à vérifier sa correcte imputation budgétaire, la qualité de l'ordonnateur principal ou son délégué, la conformité des opérations aux lois et règlements en vigueur, ainsi que la qualité et la conformité des pièces justificatives des dépenses au référentiel. Les diligences suivantes ont été mises en œuvre :

2.3.2.1 Le contrôle du respect de la procédure de passation des marchés :

*La diligence permet de s'assurer que les marchés passés par les différentes entités ont été passés dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur : en particulier, les dispositions de la loi L/2012/CNT du 11 octobre 2012, le décret **D/2012/128/PRG/SGG du 03 décembre 2012** et de ses principaux textes d'application. Elle permet de s'assurer : (i) de l'inscription préalable dans le plan initial ou révisé de passation de tous les marchés financièrement exécutés, (ii) de la justification du choix de la procédure (AO ouvert, restreint ou gré à gré) et (iii) du respect du seuil de compétence et d'approbation.*

Lors de nos travaux de contrôle, il a été identifié deux groupes, à savoir :

- D'un côté, ce sont ceux qui, eu égard à l'urgence liée à la pandémie du COVID-19, ont sollicité du Ministre de l'Economie et des Finances, l'avis favorable pour recourir à la procédure dérogatoire de consultation sur liste restreinte pour la gestion financière et la passation des marchés publics des fonds du COVID-19. Il s'agit de : l'ANSS et l'ANIES.
- De l'autre côté, ce sont des entités qui n'ont sollicité de dérogation pour la passation des marchés dans le cadre de l'exécution des commandes publiques entrant dans la mise en œuvre des mesures du plan de riposte. Deux entités sur deux sont concernées. Il s'agit : du Cabinet du Ministère de la Santé et de l'IDRPMAG.

Par ailleurs, certaines structures ont mis en œuvre des mesures dont les opérations de passation des marchés sont antérieures à l'avènement du COVID-19. C'est le cas des opérations de paiement des dettes intérieures auditées et validées par le Cabinet CG2 dont la mise en œuvre a été assurée par la DND-APD/MEF. Pour d'autres, les marchés passés sont égaux ou inférieurs aux seuils de passation des marchés. C'est le cas de la SNCFG.

2.3.2.1.1 Sur l'inscription préalable dans le plan initial ou révisé de passation de tous les marchés financièrement exécutés :

Le code des marchés publics et délégations de service public traitant de l'inscription des marchés, en ses articles 16 ancien régime et nouveau régime dispose que : « *Les marchés passés par les autorités contractantes doivent avoir été préalablement inscrits dans les plans prévisionnels ou révisés, qu'elles ont élaborés, à peine de nullité* ».

La revue des opérations de dépenses aux niveaux de toutes les entités contrôlées a permis de constater que la passation de marchés a été effectuée par elles, sans qu'il ne soit procédé à la révision des plans annuels de passation.

La mission a constaté que l'ensemble des marchés exécutés pendant la période de mars à juin 2020 n'avaient pas respecté cette procédure, ce qui pourrait constituer une violation répétée de la loi.

Interrogées dans le cadre de la phase de contradiction, ces entités justifient la non inscription de ces marchés par l'urgence liée à la pandémie du COVID-19.

L'Inspection générale des finances sera fondée à considérer que ces marchés sous réserve de régularisation sont nuls, conformément à l'article 16 du Code des Marchés Publics ancien régime et article 19 nouveau régime, et susceptibles d'être considérés comme une « faute de gestion » au sens de l'article 80.1 de la LORF.

Cet article dispose que :

« Toute faute de gestion commise par les ordonnateurs, y compris les Ministres et leurs collaborateurs directs, les ordonnateurs délégués et les contrôleurs financiers est passible d'amendes prononcées par la Cour des comptes selon les modalités définies à l'article 79.2 de la présente loi organique.

La faute de gestion est constituée par :

1 La violation des règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses de l'État et des autres organismes publics [...]

4 Le fait, pour toute personne, dans l'exercice de ses fonctions ou attributions, d'enfreindre de manière grave ou répétée les dispositions législatives ou réglementaires nationales destinées à garantir la liberté d'accès et l'égalité des candidats dans les contrats de commande publique. »

2.3.2.1.2 Sur la justification du choix de la procédure (AO ouvert, restreint ou gré à gré) :

L'article 11 alinéa 1 dispose que : « *Les marchés publics et délégations de service public sont attribués après mise en concurrence des candidats potentiels. L'appel d'offres ouvert est la règle. Le recours à tout autre mode de passation doit s'exercer dans les conditions définies par la loi et être autorisé par le Ministre en charge des Finances, destinataire de la requête, après justification par l'autorité contractante de son choix et avis de la structure en charge du contrôle des marchés publics.* »

Eu égard à l'urgence liée à la pandémie du COVID-19, le Ministre de l'Economie et des Finances, à la suite des demandes formulées par certaines entités, avait donné son avis favorable pour recourir à la procédure dérogatoire de consultation sur liste restreinte pour

d'une part, la gestion financière et passation des marchés publics des fonds du COVID-19 au niveau de l'ANSS et d'autre part, le recours à la procédure exceptionnelle, pour la passation des marchés liés au plan d'urgence ANIES, sous réserve de consulter au moins trois (03) prestataires qualifiés, afin de préserver la concurrence, telle qu'exigée par les dispositions de l'article 38 du Code des Marchés Publics.

Lors de notre contrôle, aux niveaux de l'ANSS et de l'ANIES, il a été constaté et ce, conformément aux dérogations accordées par le Ministre de l'Economie et des Finances, la passation de marchés sur base de listes restreintes. Aussi bien pour les demandes de cotations que les marchés égaux ou supérieurs aux seuils de passation.

Par ailleurs, pour les acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS, il a été constaté l'absence de contrats sur l'ensemble de ces acquisitions effectuées.

2.3.2.1.3 Sur le respect du seuil de compétence et d'approbation :

Traitant des seuils de passation et d'approbation des marchés, l'article 8 de l'arrêté A/2015/67/MEF/SGG du 28 janvier 2015 portant fixation des seuils de passation, de contrôle et d'approbation des marchés publics applicables à l'Etat, aux services déconcentrés (régions, préfectures) et aux établissements publics respectifs dispose que :
« Les marchés publics sont, quel que soit leur montant et source de financement, soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

Cette autorité est le Ministre chargé des Finances, ou, le cas échéant, toute autorité qui aura reçu délégation à cet effet ».

Et l'article 9 dispose : « Conformément à l'article 74 du Code des Marchés Publics, le Ministère en charge des Finances délègue son pouvoir d'approbation des marchés aux autorités suivantes dans les conditions définies comme suit :

9.1 Les seuils de compétence des Ministres sectoriels pour l'approbation des marchés sont fixés comme suit :

- ***Travaux : quatre cent cinquante millions de francs guinéens (450 000 000 GNF) ;***
- ***Fournitures : cent millions de Francs guinéens (100 000 000 GNF) ;***
- ***Prestations : cent cinquante millions de francs guinéens (150 000 000 GNF) ».***

S'agissant des seuils de compétence de passation, l'article 6 de l'arrêté précédent susvisé, dispose en ses alinéas « ***6.1 La Direction Nationale des Marchés Publics a la compétence exclusive des procédures d'ouverture et d'évaluation des offres pour tous les marchés dont les seuils sont égaux ou supérieurs aux seuils précisés à l'article 3 du présent arrêté.***

6.2 La Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) des autorités contractantes a la compétence exclusive des procédures d'ouverture et d'évaluation des offres pour tous les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils précisés à l'article 3 du présent arrêté ».

Si aux niveaux de l'ANSS et de l'ANIES, la passation a été effectuée sur base de listes restreintes dans le respect des principes fondamentaux régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public tel qu'énoncé à l'article 2 de la Loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012. C'est-à-dire la concurrence, de liberté d'accès à la

commande publique, d'égalité de traitement des candidats, d'économie et d'efficacité du processus d'acquisition et de transparence des procédures.

A contrario, il a été constaté que tous les marchés passés dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils de passation n'ont été approuvés ni par les Ministres sectoriels ou le Ministre de l'Economie et des Finances.

Par ailleurs, la mission a constaté l'absence auprès de l'ANSS d'une Personne Responsable de la Passation de Marchés (PRMP), ce qui peut expliquer les entorses aux règles de la commande publique qui ont été constatées.

S'agissant des entités qui n'ont pas fait de demande de dérogation, au nombre de quatre (4) à l'exception des dépenses du Cabinet du Ministère de la Santé, il a été constaté aux niveaux des trois (3) autres structures, le respect des principes édictés à l'article 2 de la Loi L 020 visée ci-dessus.

Conclusion sur la régularité des marchés publics :

En conclusion, l'examen des échantillons de marchés a révélé quelques irrégularités dans la procédure de passation de quelques marchés, à savoir : (1) l'ensemble des marchés passés n'ont pas fait l'objet d'inscription préalable dans les plan annuels ou révisés de passation des marchés ; (2) certains marchés, bien qu'égaux ou supérieurs aux seuils de passation des marchés, ont été passés et signés par les Directeurs Généraux des entités et les Fournisseurs de biens et Services, mais n'ont pas été approuvés par les Ministres sectoriels ou le Ministre de l'Economie et des Finances et (3) les acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS pour une valeur totale de 13 062 364 109 GNF, payées sur base de simples factures.

Recommandation N°5 :

- (Ministère de l'Economie et des Finances) : Finaliser la procédure de signature des marchés soumis à l'approbation du Ministre de l'Economie et des Finances ;**
- (Ministère de la Santé, Directions Générales de l'ANSS et de l'ANIES) : A l'avenir, quelle que soit l'urgence, il est recommandé : - de procéder d'une part, à la révision du plan initial de passation des marchés en y intégrant les nouvelles dépenses et d'autre part, de respecter les procédures prescrites en matière de commande publique ; - de procéder sans délai, à l'établissement des marchés de régularisation pour les dépenses dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils de passation.**

2.3.2.2 Le contrôle de la régularité des dépenses et de leur conformité aux lois et règlements en vigueur :

Cette diligence porte sur la vérification de l'engagement de la dépense. Et permet de contrôler :

- la qualité de l'ordonnateur principal ou de son délégué ;*
- celui de la légalité de la dépense ;*
- celui de son imputation budgétaire ;*
- la disponibilité des crédits.*

Pendant nos travaux, il a été constaté que toutes les dépenses exécutées ont été signées par les personnes légalement habilitées ou leurs délégués. Et, sont toutes inscrites au plan de riposte ou prévues par l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB portant modalités de gestion des ressources et des dépenses du « Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilité Economique. » et/ou entrent dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

L'exécution de la dépense publique répond à un schéma établi portant répartition des compétences entre l'ordonnateur et le comptable.

L'article 79 alinéa 3 du RGGBCP, dispose que : « *En matière de dépenses, l'Ordonnateur procède aux engagements, liquidations et ordonnancements. L'ordonnateur principal ou son délégué.* »

Le contrôle à priori de la régularité des dépenses et de leur conformité aux lois et règlements est effectué par le contrôleur financier.

L'article 68 du RGGBCP, dispose que : « [...] Tout engagement ne peut être présenté à la signature de l'Ordonnateur qu'après avoir préalablement obtenu le visa du Contrôleur Financier. Les engagements non revêtus de visas du Contrôleur Financier sont nuls et de nul effet [...]. »

Or, aux niveaux de certaines entités, il a été constaté des manquements à la réglementation. C'est le cas de l'ANIES, où il a été relevé que plus de quarante-deux (42) dossiers de dépenses dont le montant s'élève à (2 648 619 900 GNF), soit **52,45%** des dépenses exécutées, ont été signés par la seule Directrice Générale sans mandat, ni visa du contrôleur financier.

À l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire ANSS, en raison de l'urgence sanitaire et de l'absence du contrôleur financier pour congé de maternité au moment de l'exécution des opérations, les dépenses ont été exécutées en opération de trésorerie, puis régularisées après.

Recommandation N°6 (Directions Générales de l'ANIES et de l'ANSS) :

- (Direction Générale de l'ANIES) : Procéder sans délai, à la régularisation des dépenses non couvertes par des mandats et du visa du contrôleur financier ;**
- (Direction Générale de l'ANSS) : A l'avenir, en cas d'absence de l'un des acteurs de l'exécution de la dépense, faire recours au Ministère de tutelle pour combler l'absence de l'agent concerné et désigné de facto l'agent qualifié et habilité.**

Le contrôle de la régularité de la dépense et de la conformité des dépenses aux lois et règlements en vigueur permet également, de s'assurer que toutes les opérations de dépenses ont été exécutées dans le strict respect des lois et règlements en vigueur. Il porte sur le contrôle de la liquidation qui consiste à vérifier l'exactitude des calculs de liquidation et de l'existence de toutes les pièces justificatives indispensables à l'examen du dossier de liquidation. Les points suivants sont examinés au niveau de la diligence :

2.3.2.2.1 La procédure d'exécution des dépenses :

Conformément aux textes réglementaires, notamment ceux régissant la procédure d'exécution de la dépense publique, cette étape consiste à s'assurer que le choix de la procédure d'exécution de la dépense est adapté. Il est fait en fonction de la nature de la dépense.

Aux niveaux des entités en charge de la mise en œuvre des mesures du plan de riposte, la procédure d'exécution de la dépense est celle prévue par la réglementation en vigueur notamment, le RGGBCP et l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB portant modalités de gestion des ressources et des dépenses du « Fonds Spécial de Riposte au Covid-19 et de Stabilisation Economique. »

Le RGGBCP traitant de la procédure d'exécution de la dépense publique, dispose en son article 17 dispose que : « Les dépenses sont engagées, liquidées et ordonnancées avant d'être payées ».

L'article 6 de l'arrêté susvisé, dispose que : « Les dépenses urgentes sont exécutées par voie de régies d'avances spéciales, encadrées par des dispositions de sécurisation des fonds, à créer par arrêté du Ministre chargé des finances à la demande des Ministres sectoriels concernés. »

Et l'article 7 dispose que : « Les dépenses relatives à la prise en charge par l'Etat, des factures d'eau et d'électricité, sont engagées et mandatées sur la base des arrêtés de transferts aux ménages avec pour bénéficiaires les sociétés émettrices des factures.

Les documents attestant ou valant facturations soumis par ces sociétés constituent les pièces justificatives pour l'engagement, la liquidation et le mandatement de ces dépenses. »

Lors de nos travaux au niveau de la Paierie Générale du Trésor, il a été constaté que toutes les dépenses ont été exécutées en procédure dérogatoire (opérations de trésorerie). Elle a consisté à des mises à disposition de fonds sous forme de régies d'avances spéciales, qui n'ont pas été couvertes d'actes réglementaires (arrêtés de création de la régie devant être signé par le Ministre de l'Economie et des Finances, tel que prévu par l'article 6 alinéa 1 de l'arrêté AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 26 mai 2020).

Selon le PGT, eu égard à l'urgence sanitaire, il a été (ordonné par les autorités) de procéder à des mises à disposition de fonds aux entités en charge de la mise en œuvre des mesures de riposte et la régularisation devant suivre après.

De même, les dépenses relatives à la prise en charge par l'Etat, des factures d'eau et d'électricité n'ont pas respecté la procédure prescrite en la matière.

Par ailleurs, pour permettre la couverture budgétaire de ces dépenses exécutées en procédure dérogatoire (opérations de trésorerie), il a été procédé à une ouverture de crédits budgétaires de **(mille quatre cent huit milliards cinquante-un millions deux cent vingt-cinq mille cinquante-huit francs guinéens) 1 408 051 225 058 FG** autorisée par décret D/2020/180/SGG/PRG du 28 juillet 2020.

Recommandation N°7 (Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère du Budget et Ministères et entités dépensiers) : Procéder à la régularisation de l'ensemble des dépenses exécutées en opération de trésorerie, par l'émission des bons de régularisation conséquents devant couvrir ces opérations.

Aux niveaux des établissements publics, après la mise à disposition des fonds par la PGT, il est procédé au sein de l'établissement à l'exécution de la dépense suivant la procédure d'exécution de la dépense en vigueur (procédure normale simple ou procédure aménagée).

Pour le contrôle à priori de l'engagement de la dépense, il faut rappeler que :

L'article 68 du RGGBCP dispose que : « [...] Tout engagement ne peut être présenté à la signature de l'Ordonnateur qu'après avoir préalablement obtenu le visa du Contrôleur Financier. Les engagements non revêtus de visas du Contrôleur Financier sont nuls et de nul effet [...]. »

Or, aux niveaux de certaines entités, il a été constaté des manquements à la réglementation. C'est le cas de l'ANIES, où il a été relevé que plus de quarante-deux (42) dossiers de dépenses dont le montant s'élève à (2 648 619 900 GNF), soit **52,45%** des dépenses exécutées, ont été signés par la seule Directrice Générale sans visa du contrôleur financier.

À l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), en raison de l'urgence sanitaire et de l'absence du contrôleur financier pour congé de maternité au moment de l'exécution des opérations, les dépenses ont été exécutées en procédure dérogatoire, puis régularisées après.

2.3.2.2.2 La qualité et la conformité des pièces justificatives au référentiel :

Le contrôle de conformité des pièces justificatives permet de s'assurer que toutes les dépenses exécutées sont supportées par des pièces justificatives et ce, conformément au référentiel en la matière notamment l'arrêté n° 5487 du 6 octobre 2017 portant nomenclature des pièces justificatives de dépenses.

L'exécution d'une dépense publique en fonction de sa nature, requiert de la part de l'ordonnateur, de l'entrepreneur, ou du fournisseur, la production de pièces justificatives de dépenses et ce, conformément à l'arrêté susvisé.

L'article 47 du RGGBCP, dispose que : « les opérations de recettes, de dépenses, de trésorerie et de gestion patrimoniale définies dans le présent règlement général donne lieu à production des pièces justificatives par l'ordonnateur, le comptable public ou les créanciers. Ces pièces justificatives sont conservées par les ordonnateurs et les comptables publics, chacun pour son compte [...] ».

Si dans la majorité des cas, l'examen et l'analyse des liasses de dépenses ont permis de trouver la disponibilité des pièces justificatives de dépenses, dans certains cas, les opérations de dépenses exécutées ont été caractérisées par une insuffisance dans la qualité et la production des pièces justificatives des dépenses. Les principales remarques résultant de l'analyse des pièces justificatives des dossiers de dépenses examinés se présentent comme suit :

- le manque de consistance des supports comptables ;
- l'absence de fiches d'engagement pour certaines dépenses ;
- des imputations budgétaires qui ne sont pas portées sur les fiches d'engagement pour d'autres dépenses ;
- les mandats de paiement ne sont pas numérotés ;
- l'absence de contrats de fourniture de biens et services ;
- l'absence de bons de commandes et de factures pro forma pour certaines dépenses notamment, celles dont les montants sont inférieurs aux seuils de passation des marchés (demandes de cotation) ;
- l'absence de factures d'achats ;
- les factures définitives, si elles existent par endroit, ne sont pas liquidées par l'Ordonnateur ;

- l'absence de signatures par endroit, de même que les sceaux garantissant les pièces comptables ;
- l'absence de PV de réceptions de certaines livraisons de biens ;
- l'absence d'états d'émargements attestant de la répartition du carburant ;
- l'absence de documents fiscaux pour certains adjudicataires de marchés.

Recommandation N°8 (Ministères et Entités dépensiers) : Etablir et/ou exiger des créanciers, entrepreneurs et fournisseurs de biens et services, la production dans les formes requises de toutes les pièces justificatives obligatoires pour l'exécution d'une commande publique.

Au niveau du contrôle des remboursements des crédits de TVA, portant sur la mise en œuvre de la mesure 19, il a été constaté des manquements dans la production des pièces justificatives supports des remboursements des crédits de TVA. Le montant total des irrégularités constatées se chiffre à **(12 535 807 343 GNF)**. Ces irrégularités se rapportent à :

- la prise en compte des factures contenant des (opérations non éligibles) portant sur des consommations de biens et services dont les Sociétés Minières sont consommatrices finales pour une TVA de **3 288 851 653 GNF** ;
- la prise en compte des quittances de reversement des 50% de TVA, comme supports justificatifs des remboursements. Ce montant se chiffre à **8 300 860 440 GNF** ;
- la prise en compte dans les supports justificatifs, des factures fournisseurs ne comportant pas de clé TVA dont le montant de la taxe a été évalué à **946 095 250 GNF**.

Voir la Recommandation N°4 sur la mise en œuvre de la mesure 19, § 2.2.1 au niveau de la Composante Economique.

Au Ministère de la Santé, il a été constaté l'engagement de dépenses au titre du carburant pour les véhicules et engins de la riposte. La mission n'a pas obtenu de justificatifs de la répartition ou de l'utilisation de ce carburant. **(Voir le § 2.2.1 sur la Composante Sanitaire).**

2.3.2.2.3 Le respect de la législation et de la réglementation fiscales dans l'exécution des dépenses :

La diligence permet de s'assurer d'une part que, les entrepreneurs et fournisseurs de biens et services adjudicataires de marchés, disposent tous de documents fiscaux en cours de validité. Et d'autre part, que les factures sont émises conformément aux prescriptions législatives et réglementaires et que les prélèvements opérés ont fait objet de reversement au niveau de la recette spéciale des impôts (Receveur spécial des impôts).

Le code des marchés publics traitant de cas d'inéligibilité des candidats, dispose en son article 51.1 : « Ne peuvent postuler à la commande publique ni en être attributaire les personnes physiques ou morales :

b) qui n'ont pas acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions ou prélèvements de quelque nature que ce soit, ou à défaut, ne peuvent justifier par un document de l'Administration concernée du respect de leurs obligations en matière fiscale et sociale ».

Les articles **253** et **17**, respectivement du code général des impôts et de la **LFI 1999**, instituent au profit du budget national, un prélèvement forfaitaire de **10%** sur tous les achats locaux de biens et de services effectués par l'Etat et les collectivités locales pour les personnes physiques et morales non immatriculées à la **TVA**. Il est perçu par voie de précompte au Trésor Public au moment de la mise en paiement des mandats y afférents.

Pour celles immatriculées à la **TVA**, il est opéré une retenue à la source de **50%** du montant de la **TVA** facturée.

Dans le plan de riposte économique du gouvernement, deux mesures relatives à la fiscalité de porte et intérieure ont été inscrites, à savoir :

Mesure 15 : « Renonciation à la TVA dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie pour trois (3) mois. », (voir § 2.2.2) ;

Mesure 18 : « Exonération (avril à juin 2020) de droits et taxes sur les équipements de santé et produits assimilés et entrant dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 », (voir § 2.2.2).

Pour ce qui est de la mesure 18, toutes les factures d'achats de biens et services entrant dans le cadre de la lutte contre la COVID19 ont été émises en HT.

En revanche, dans la mise en œuvre des mesures du plan de riposte, certaines entités ont bénéficié du paiement de leurs arriérés dont les factures ont été émises en TTC et avant l'avènement de la COVID-19 mais dont le règlement est intervenu avec la mise en œuvre des mesures du plan de riposte. C'est le cas des réceptifs hôteliers.

En effet, dans la mise en œuvre de la mesure 12 : « **Paiement progressif des arriérés de l'Etat au secteur du tourisme et de l'hôtellerie.** » il a été constaté dans les livres de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, le paiement en faveur de cinq (5) réceptifs hôteliers, les montants TTC de leurs factures, soit **16 491 608 437 GNF**, sans prélèvement des 50% de la TVA ayant grevée ces factures pour un montant total de **six cent neuf millions cent trente-un mille six cent quarante francs guinéens (609 131 640 GNF)**. Il s'agit de :

- 1. Palm Camayenne : 31 406 592 GNF ;**
- 2. Hôtel Kaloum : 81 282 508 GNF ;**
- 3. Riviera Hôtel : 576 206 100 GNF ;**
- 4. Noom : 41 498 390 GNF ;**
- 5. Mariador Palace : 454 944 150 GNF.**

L'article 386 du Code Général des Impôts dispose : « **La TVA est reversée spontanément chaque mois et les redevables sont tenus de souscrire une déclaration mensuelle unique accompagnée de moyen de paiement et du tableau récapitulatif de déduction de la TVA[...]** ».

Dans le cadre de la procédure contradictoire, des courriers de demandes d'informations relatifs à la fourniture de la preuve de reversement de la TVA encaissée ont été envoyés à l'attention des Directeurs Généraux des cinq (5) réceptifs hôteliers bénéficiaires de paiements et ayant facturé la TVA.

En retour, seul **Riviera Hôtel** a pu fournir la preuve de reversement de la TVA encaissée, soit cinq cent soixante-seize millions deux cent six mille cent francs guinéens (**576 206 100 GNF**), (voir copies DMU et quittance correspondantes présentées en annexe). Sur le point, voir la recommandation N°4.

2.3.2.2.4 le contrôle de la réalisation des travaux et de la sincérité de la fourniture des biens et services :

Le contrôle du service fait permet de vérifier sur place, l'exécution de la commande ou de la prestation en s'assurant de sa livraison ou fourniture. Ceci, pour éviter les diverses formes de manipulations ou substitutions des commandes et prestations.

D'une manière générale, le contrôle de la réalisation des travaux et de la sincérité de la fourniture des biens et services, a permis de constater sur pièces pour les échantillons constitués, la conformité des livraisons aux commandes.

Sur le contrôle de destinations effectué avec la Société Civile Guinéenne, **voir le rapport intitulé Contrôle de destinations ou le § 2.4.6 du présent rapport de mission.**

2.4 Situation des dons en nature reçus et autres acquisitions de biens :

Le contrôle a porté sur l'exhaustivité de toutes les acquisitions (dons en nature et achats de biens effectués par l'ANSS et par l'Etat pour le compte de l'ANSS) faites dans le cadre de la riposte. Cette étape sera couronnée par le suivi de travaux d'inventaire du stock de produits pharmaceutiques, consommables, matériels et équipements sanitaires, engins roulants et autres biens acquis.

De façon spécifique, il s'est agi de :

- *s'assurer que tous les biens acquis ont fait objet d'enregistrement préalable, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté AC/2020/1636/MEF/MB/CAB/DNTCP du 26 mai 2020 ;*
- *s'assurer pour les acquisitions locales, que les livraisons ont été conformes aux spécifications techniques ;*
- *s'assurer de l'enregistrement dans le patrimoine de l'Etat des biens acquis et réceptionnés ;*
- *s'assurer du bon emploi des biens publics ;*
- *s'assurer que les sorties de magasins sont matérialisées ;*
- *s'assurer que les livraisons aux destinataires sont certifiées par les bénéficiaires ;*
- *s'assurer que les dons en nature sont valorisés et rentrent en totalité dans le patrimoine de l'Etat, conformément aux accords de dons ou tout autre document en tenant lieu ;*
- *s'assurer que le stock physique est inventorié.*

Les diligences suivantes ont été mises en œuvre :

2.4.1 Le contrôle des dons en nature faits à l'Etat Guinéen :

Cette diligence permet de s'assurer que l'ensemble des dons faits à la République de Guinée ont fait l'objet de réceptions sanctionnées par des PV de réceptions. Que l'ensemble des biens reçus et acquis ont été enregistrés dans le patrimoine de l'Etat (prise en charge en comptabilité matières et matériel) conformément à la réglementation en vigueur.

Lors de nos travaux, il a été constaté que les dons réceptionnés ne sont pas sanctionnés par des procès-verbaux de réceptions. Si les biens réceptionnés sont enregistrés dans un logiciel

de gestion de stock, il n'a pas été possible pour la mission de vérifier la prise en charge en comptabilité matières et matériel des biens reçus.

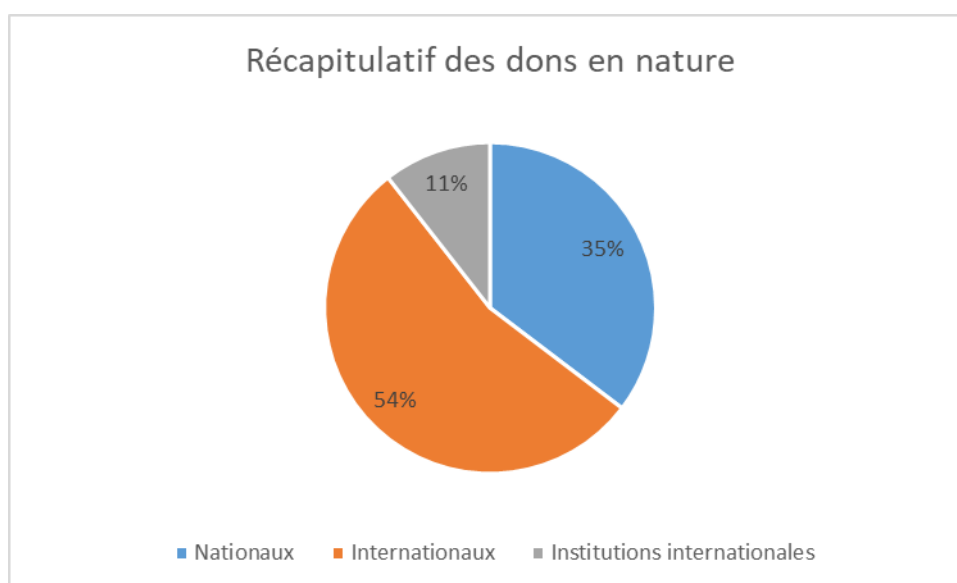
Pour la période allant du mois d'avril à juin 2020, plusieurs dons en nature ont été faits l'Etat Guinéen. Ils portent sur des produits pharmaceutiques, consommables, matériels et intrants médicaux, des engins roulants, des denrées alimentaires etc....

La valeur des dons en nature faits à l'Etat Guinéen au cours des mois d'avril, mai et juin 2020 dans le cadre de la lutte contre la pandémie à la Covid-19 est estimée à **146 204 661 049 GNF**. Par groupe de donateurs, la situation récapitulée se présente comme suit :

Tableau N°13 : Situation récapitulative des dons en nature par groupe de donateur

N°	Donateur	Valeur en GNF	Observation
I	Donateurs Nationaux	51 668 744 713	Avril, Mai et Juin 2020
II	Donateurs Internationaux	79 087 901 796	
III	Donateurs Institutions Internationales	15 448 014 540	
Total général		146 204 661 049	

Source : Département Logistique ANSS.



Liste des donateurs avec la valeur du don est présentée à l'annexe N°1 du présent rapport de mission.

2.4.2 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'ANSS :

Cette diligence permet de vérifier la conformité de la commande à la livraison, en tenant compte des spécificités techniques de la commande et de la qualité des biens livrés. Elle

permet également de s'assurer que tous les biens reçus ont fait objet de prise en charge en comptabilité matières et matériel.

Pendant les travaux de contrôle, il a été constaté dans les dossiers de dépenses des acquisitions de biens, des pièces justificatives attestant de la conformité des livraisons aux commandes et la prise en charge des en comptabilité matières et matériel des biens acquis.

Du côté de l'ANSS, à partir des ressources mises à disposition, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire a procédé à des acquisitions de biens (produits pharmaceutiques, matériels, consommables et intrants médicaux) dont le montant se chiffre à **4 810 551 250 GNF** pour la période sous revue.

Le détail de ces acquisitions est présenté à l'annexe N°2 du rapport.

2.4.3 Le contrôle des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS :

Cette diligence permet de vérifier la conformité de la commande à la livraison, en tenant compte des spécificités techniques de la commande et de la qualité des biens livrés. Elle permet également de s'assurer que tous les biens reçus ont fait objet de prise en charge en comptabilité matières et matériel.

Sur la base des expressions de besoins faites l'Etat, il est procédé à la mise en paiement des factures fournisseurs par le Payeur Général du Trésor après avis du Comité de Facilitation et de Suivi des Opérations Exécutées sur le Fonds Spécial COVID-19.

La revue des pièces justificatives des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS n'a pas permis de vérifier la conformité de la commande à la livraison car non soutenus par des contrats de fournitures de biens. Tout de même, l'ANSS affirme que les matériels, engins et produits livrés sont de bonne qualité.

Au cours des phases d'alerte et de riposte, l'Etat Guinéen a procédé à des acquisitions de biens et services pour le compte de l'ANSS, à partir du BND sur les crédits du Ministère de la Santé pour 1 552 000 000 GNF et du fonds COVID-19 pour 13 062 364 109 GNF, soit au total quatorze milliards six cent quatorze millions trois cent soixante-quatre mille cent neuf francs guinéens (**14 614 364 109 GNF**). Ces acquisitions pendant les deux phases (alerte et riposte) ont porté sur :

- la fourniture de produits pharmaceutiques, consommables médicaux, matériels et autres intrants médicaux pour une valeur de 7 859 864 109 GNF ;
- la fourniture d'autres biens pour 6 754 500 000 GNF dont vingt (20) véhicules neufs pour une valeur de 6 355 000 000 GNF.

Le détail de ces acquisitions de biens est présenté à l'annexe N°3 du rapport.

2.4.4 Le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et matériel :

Cette étape permet de s'assurer de la tenue des documents comptables qui permettent d'enregistrer les flux internes et externes des biens meubles, immeubles, matières et équipements d'une part, et de déterminer l'existant en quantité et valeur d'autre part.

À ce titre, il a été question de vérifier la prise en charge effective en comptabilité matières et matériel de l'ensemble des dons et acquisitions de biens faits dans le cadre de la phase d'alerte et de riposte. En cas de stocks constatés, sur la base des informations disponibles, faire un inventaire physique de l'existant en quantité et en valeur ou procéder à l'établissement de la situation de l'existant en quantité et en valeur.

Le contrôle de la tenue de la comptabilité matières et matériel (gestion de stocks) a conduit aux observations suivantes :

- une absence d'un livre d'inventaire des dons, appuis et contributions diverses ;

Au vu de ce constat, cette anomalie a été corrigée. La mission a immédiatement procédé à la mise en place d'un registre d'inventaire des biens livrés (dons et acquisitions propres), avant leur intégration dans le logiciel.

- une gestion du stock assurée par un personnel autre que celui de l'ANSS ;
- un faible niveau d'implication dans la gestion du stock, du comptable matières et matériel nommé auprès de l'ANSS ;
- une distribution des produits sans qu'il ne soit constaté leur prise en charge dans le système d'information ;
- une absence dans certaines liasses, de fiches de demandes d'approvisionnement émis par les centres de traitement, de bons de sorties signés du DG ou son adjoint ;
- une imprécision de certains justificatifs des entrées et sorties qui ne comportent pas les noms des donateurs, les dates, les noms des structures bénéficiaires, le numéro de la pièce, la mention 'bon de livraison' ou 'bon de sortie' sur les documents établis dans ce sens, absence de visas du gestionnaire de stock sur certains bons de sortie ou de livraison ;
- l'absence de fiche de stock par item ;
- l'absence d'inventaire formalisé au niveau du service comptabilité matières et matériel ;
- la non prise en charge en comptabilité matières et matériel de toutes les acquisitions de biens effectuées dans le cadre de la riposte au Covid-19.

Par ailleurs, le logiciel de stocks dénommé PCG COVID-19 Gigatech 224 org (ANSS) ne paraît pas adapté.

En effet, il a été constaté des insuffisances au niveau du logiciel en ce sens qu'il ne permet pas d'obtenir certaines informations indispensables dans une gestion de stocks. Entre autres, les insuffisances les plus élémentaires sont :

- l'impossibilité d'avoir à une période donnée, un état de stock par item ;
- l'absence de codification des biens stockés.

L'article 65 du RGGBCP, dispose que : « [...] La comptabilité des matières est tenue en partie simple par les ordonnateurs. Ces derniers sont responsables de la bonne tenue de la comptabilité matières ainsi que la bonne conservation et la bonne utilisation des matières dont ils ont la charge.

Des inventaires et comptes d'emploi sont établis périodiquement à date fixe et transmis au contrôleur financier qui peut opérer des contrôles sur pièces et sur place des actifs, biens et stocks sous la garde de l'ordonnateur auprès duquel il est placé [...] ».

Recommandations N°9 (Direction Générale de l'ANSS) : À l'avenir, veiller à ce que tous les achats de biens faits par l'Etat pour son compte et/ou par elle-même, (une fois les étapes de la réception pour les dons en nature ou de la liquidation pour les achats, terminées) qu'ils soient immédiatement procédé à leur prise en charge en comptabilité matières et matériel afin de permettre l'établissement du compte matières de l'ANSS, mais aussi de celui de l'Etat tout entier à la clôture de l'exercice. Cette comptabilité patrimoniale centralisée doit être tenue par le service comptabilité matières de l'ANSS (Département Logistique).

À cet effet, les mesures suivantes sont recommandées à l'ANSS :

- **mettre immédiatement en place au niveau du magasin de la PCG, un registre d'inventaire ;**
- **procéder sans délai, à l'implication effective du comptable matières et matériel nommé auprès de l'ANSS dans l'ensemble du processus de gestion des dons et biens en (entrée et sortie) ;**
- **procéder au paramétrage du logiciel de gestion sur la base de la 5^{ème} liste de médicaments en y intégrant la codification des produits avec les prix du bordereau de la Direction Nationale de la Pharmacie et des Médicaments ;**
- **faire viser par le comptable matières et matériel de l'ANSS, toutes les pièces se rapportant à la gestion du stock (demande d'approvisionnement, bon de livraison, bon de sortie etc...) ;**
- **mettre en place des fiches de consommation pour chaque article, item, etc....**

De façon schématique, la gestion du stock avec l'utilisation d'outils informatiques doit permettre l'édition des documents suivants :

Ordonnateur :

- ✓ **Bon d'entrée de matériel**, toute entrée de matières en magasin doit être couverte par un ordre d'entrée en magasin, établi, daté et signé par l'ordonnateur.
- ✓ **Bon de sortie de matériel**, toute sortie de matières doit être autorisée par un bon de sortie, établi, daté et signé par l'ordonnateur. Lors de la sortie des matières, le bénéficiaire signe sur le bon de sortie pour décharge.

Le comptable ou agent matières :

- ✓ **Le procès-verbal de réception** est dressé conformément à la facture du fournisseur et il est signé par tous les membres de la commission de réception qui sont désignés par l'ordonnateur.
- ✓ **Le livre journal des entrées et des sorties**, est un document où sont enregistrées, dans l'ordre chronologique, les quantités et les valeurs, les entrées et les sorties définitives de matières et matériels.
- ✓ **La fiche d'inventaire du matériel en magasin**, Elle enregistre la quantité du stock physique du matériel existant en magasin.

Le détenteur de matières :

- ✓ **Fiche de demande de matière**, est une fiche qui liste les matériels sollicités par un utilisateur ou service utilisateur.

2.4.5 L'Inventaire des stocks et en-cours :

Cette diligence permet de s'assurer que le stock théorique correspond à celui physique.

En raison du temps imparti, la mission n'a pas pu procéder à l'inventaire des biens stockés. Toutefois, un contrôle documentaire suivi de rapprochements entre les données des réceptions de dons et autres acquisitions de biens effectuées par l'Etat et par l'ANNS (données du logiciel de gestion), les bons de sorties (BL des bénéficiaires désignés) et les stocks théoriques déclarés (logiciel de gestion) ont permis de relever des écarts de gestion sur plusieurs articles, (**voir rapport sur le contrôle de destinations**).

2.4.6 Le contrôle de destinations :

La diligence permet de s'assurer d'une part que, tous les bons de sorties ont été signés par l'autorité compétente et d'autre part que, les bénéficiaires indiqués sur les bons de livraisons sont effectivement les destinataires finaux des biens sortis.

Cette diligence, conformément aux termes de références de la mission, a été déroulée avec les représentants de la Société Civile. Les résultats issus de nos travaux sont consignés dans un rapport spécial intitulé Rapport sur le Contrôle de destinations.

Au niveau de l'ANSS, la gestion des dons en nature et des acquisitions faites par l'ANSS est assurée par le Département logistique.

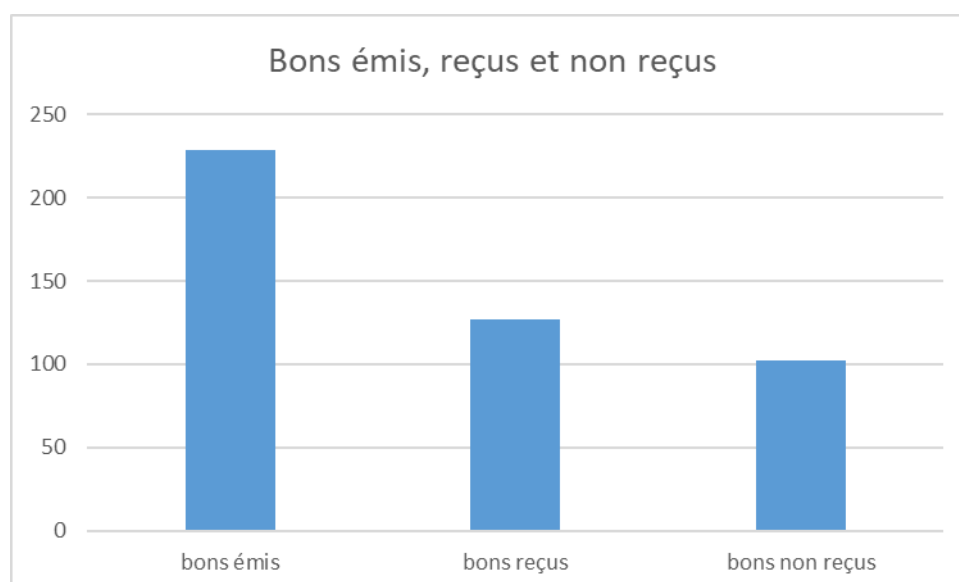
L'Agence dispose de deux magasins. L'un situé à la PCG qui reçoit les stocks dont les quantités sont supérieures à 20 m³ et le second à l'ANSS qui reçoit les dons ou acquisitions inférieurs à 20 m³.

Au total, ce sont sept cent soixante-huit (768) bons de livraisons (BL) dont cent quatre cent vingt (420) émis à partir du magasin de l'ANSS et trois cent quarante-huit (348) à partir du magasin de la PCG qui ont été émis à l'ordre de deux cent soixante-douze (272) entités et structures bénéficiaires.

Dans le cadre du présent contrôle, notre vérification des destinations a porté sur une catégorie spéciale de bénéficiaires, il s'agit de ceux ayant obtenus les 29% des bons émis. Ce sont les Centres de Traitement Epidémiologique de la zone spéciale de Conakry (CT-Epi) et qui constituent notre échantillon.

Au nombre de six (6), ces entités sont désignées comme étant les principaux bénéficiaires des dons et autres acquisitions effectuées au cours de la période allant du mois d'avril à juin 2020.

Pour les six (6) centres de traitement épidémiologique (zone de Conakry) de l'échantillon constitué, il a été constaté des émissions à leur ordre de deux cent vingt-sept (227) bons de livraisons parmi lesquels, quatre-vingt-dix-neuf (99) bons de livraisons ne sont pas parvenus à destinations et conséquence, ils n'ont pas été reconnus par les responsables desdits centres. (Voir le détail au niveau du rapport sur le contrôle de destinations).



Recommandation N10 (Direction Générale de l'ANSS) :

À l'effet d'éviter à l'avenir les dysfonctionnements constatés pendant la phase 1, la mission recommande une meilleure organisation du service logistique de l'ANSS, de manière à permettre la maîtrise et le traçage de l'ensemble des flux (entrées et sorties) des biens.

En raison des éventualités de cas d'urgences, il serait nécessaire et même indispensable que l'ANSS se dote d'un logiciel de gestion des stocks qui soit plus performant et qui permette d'effectuer toutes les requêtes utiles et de générer tous les états de situation nécessaires. Une telle application informatique de gestion du stock devrait permettre le suivi des quantités en stocks, leur valeur, le stock minimum et le stock de sécurité.

2.5 Les dépenses indirectes inscrites au plan de riposte : dépenses fiscales, autres allègements et appuis :

Parmi les mesures inscrites au plan de riposte économique du gouvernement et prises en faveur du secteur privé, figure en bonne place des mesures d'ordre fiscales (exonérations, annulations et/ou reports de charges fiscales) et autres allègements accordés.

Les dépenses de cette catégorie sont celles qui se rapportent aux dépenses indirectes, dénommées "**dépenses fiscales**". Il s'agit là des mesures prises dans le plan de riposte allant dans le sens du soutien au secteur privé en raison du ralentissement de l'activité économique.

2.5.1 Autres dépenses du plan de riposte (dépenses fiscales et autres allègements inscrits) :

Le plan de riposte a, au titre des mesures d'ordre fiscales inscrit cinq (5) mesures qui portent à la fois sur la fiscalité de porte et de l'intérieure. Pour la période d'avril à juin 2020, l'ensemble de ces mesures a occasionné un manque à gagner pour le Trésor Public de l'ordre de 114 000 000 000 GNF. Le tableau ci-dessous présente les mesures de la rubrique.

Tableau N°14 : Mesures Fiscales et Autres Allègements inscrits dans le plan de riposte

N° Mesure Plan	Intitulé	Montant en GNF			Taux
		Prévision	Réalisation au 30 juin 2020	Ecart	
10	Report des charges fiscales et sociales (tout impôts) pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie	-	5 000 000 000	5 000 000 000	
15	Renonciation à la TVA dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie pour trois mois	-	3 000 000 000	3 000 000 000	
16	Report ou annulation (d'avril à juin 2020) des charges fiscales pesant sur le petit commerce et l'artisanat (maquis, restaurant, boîtes de nuit, bars, cinémas et spectacles)	-	6 000 000 000	6 000 000 000	
18	Exonérations (d'avril à juin 2020) de droits et taxes sur les équipements de santé et produits assimilés et entrant dans le cadre de la lutte contre le COVID-19	198 000 000 000	100 000 000 000	- 98 000 000 000	
20	Suspension de la facturation des pénalités de surestarie portuaires (d'avril à juin 2020)	-	-	-	
Total		198 000 000 000	114 000 000 000	- 84 000 000 000	

Sources : Plan de riposte et Ministère du Budget.

Analyse et commentaires :

Les cinq (5) mesures fiscales du plan de riposte ont fait l'objet d'évaluation pour le compte de la période allant d'avril à juin 2020. Les secteurs d'activités bénéficiaires de ces mesures sont :

- **le secteur du tourisme et de l'hôtellerie** : Etant le secteur le plus touché, il a été accordé des mesures d'assouplissement pour amoindrir le choc provoqué par l'arrêt ou

le ralentissement des activités au niveau du secteur. L'application de la mise en œuvre de la mesure 10 et 15 du plan de riposte a occasionné un manque à gagner préjudiciable au Trésor Public de l'ordre de 8 000 000 000 GNF ;

- **le secteur du petit commerce et l'artisanat** : Sont concernés par la mesure (maquis, restaurants, boîtes de nuit, bars, cinémas et spectacles). L'application de cette mesure 16 a occasionné un manque à gagner de l'ordre de 6 000 000 000 GNF ;
- **les exonérations (d'avril à juin 2020) de droits et taxes sur les équipements de santé et produits assimilés et entrant dans le cadre de la lutte contre le COVID-19** : La mise en œuvre de cette mesure 20 du plan de riposte a porté un coût à l'économie. Pour la période d'avril à juin 2020, l'application de cette mesure a été évaluée et son coût a été estimé à **100 000 000 000 GNF**.

2.5.2 Autres appuis en faveur du secteur privé inscrits au plan de riposte :

En plus des annulations et/ou de reports de charges fiscales etc., d'autres mesures ont été prises en faveur du secteur privé. Il s'agit des appuis accordés aux PME et GIE.

Tableau N°15 : Autres appuis inscrits dans le plan de riposte

N° Mesure Plan	Intitulé	Montant en GNF			Taux
		Prévision	Réalisation au 30 juin 2020	Ecart	
24	Création d'un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME	50 000 000 000	-	- 50 000 000 000	0%
25	Mise en place d'un fonds spécifique aux groupements d'intérêt économique (GIE)	20 000 000 000	-	- 20 000 000 000	0%
Total		70 000 000 000	-	-70 000 000 000	0%

Source : Plan de riposte économique du Gouvernement

Analyse et commentaires :

Pendant la période d'avril à juin 2020, aucune de ces deux mesures n'ont été mises en œuvre, même s'il faut signaler que pour la mesure 25, la mise en place du fonds a été effective le 30 mai 2020.

3 ANALYSE DE LA TRÉSORERIE :

Sur le plan de gestion de la trésorerie, il a été constaté le paiement à partir de deux comptes du trésor public tous domiciliés à la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG). Il s'agit des comptes suivants :

- Le compte Fonds Spécial Covid-19 N° 2011000439 (ouvert à cet effet) ; et
- Le compte Remboursement des Crédits TVA N°2011000158 (existant et fonctionnel, avant la mise en œuvre du plan de riposte Covid-19).

L'analyse de la gestion de la trésorerie est portée sur les éléments suivants :

1. Les soldes des relevés des deux (2) comptes à la date du 30 juin 2020 ;
2. La détermination des soldes réels des deux (2) comptes en tenant compte des fonds mis à dispositions dans le cadre du plan de riposte Covid-19 (Mesure 19).

3.1 Les soldes sur les relevés des deux comptes arrêtés au 30 juin 2020 :

- Le compte Fonds spécial Covid-19 N° 2011000439 : 195 352 011 920 GNF ;
- Le compte Remboursement des Crédits TVA N°2011000158 : 59 516 968 190 GNF.

3.2 La détermination des soldes réels :

Ces soldes tiennent compte d'une part, des ressources et dépenses sur le compte Fonds Spécial Covid-19 et d'autre part, de l'approvisionnement du compte Remboursement des Crédits TVA destiné à la mise en œuvre de la (Mesure 19) du plan de riposte :

a) Le Compte Fonds Spécial Covid-19 :

Le compte Fonds Spécial Covid-19 a été ouvert en vue de permettre la sanctuarisation des opérations de ressources et dépenses entrant dans la mise en œuvre du plan de riposte Covid-19.

À la date du 30 juin 2020, ce compte présente un solde créditeur de **195 352 011 920 GNF**.

b) Le Compte Remboursement des Crédits TVA :

Ce compte existant et fonctionnel avant le Covid-19 a été approvisionné d'un montant de 200 mds GNF le 27 mai 2020 à partir du compte de l'ACCT, pour assurer la mise en œuvre de la mesure 19 du plan de riposte.

À la date du 30 juin 2020, il a été constaté que le montant total des paiements pour la mise en œuvre de la mesure 19 était chiffré à **116 184 332 864 GNF** dont **55 108 030 549 GNF** sont effectués sur le compte Fonds Spécial Covid-19. Ce qui a entraîné une créance de ce montant du compte remboursement des crédits TVA sur le compte Fonds Spécial Covid-19.

L'analyse a porté uniquement sur ce montant afin de déterminer le solde effectif du fonds mis à disposition, ce qui dégage un solde de **138 923 697 687 GNF** (inclus les **55 108 030 549 GNF** du montant à rétrocéder au compte Fonds Spécial Covid-19. Ce qui dégage un solde net de : **83 815 667 136 GNF**).

CONCLUSION GENERALE :

Sous réserve des manquements signalés, conséquences du non-respect des dispositions réglementaires et à leurs conséquences possibles (paiements injustifiés, gestion défaillante des stocks, violations des règles en matière de marchés publics, ainsi que des règles fiscales et d'exécution des dépenses), la mission estime que la mise en œuvre des mesures 1,3,4,5,9,12,19,21,25, 6.1 et 6.2 du plan de riposte économique du Gouvernement et de l'arrêté conjoint AC/2020/1635/MEF/MB/CAB du 28 mai 2020 a été conforme aux objectifs visés par le Gouvernement.

Conakry, le 07 Mai 2021

**P/L'IGF
Le Chef de mission**

**Sâa Gabriel TEMBEDOUNO
Inspecteur des Finances**

Tableau N°16 : Plan de Suivi des Recommandations

N°	Constats	Recommandations	Destinataires/Responsables de la mise en œuvre	Période
1	Absence d'inscription ou de prévisions de ressources en LFR au titre des « Fonds de concours Covid-19 » dans le budget général de l'Etat exercice 2020.	Procéder à la régularisation de l'ensemble des ressources mobilisées au titre des fonds de concours au Covid-19, par leur prise en charge en recettes dans le budget général de l'Etat exercice 2020.	Le Ministère du Budget/Direction Nationale du Budget	Dès la notification du rapport définitif
2	Absence de pièces justificatives relatives à la distribution du carburant destiné aux véhicules et engins utilisés dans le cadre de la riposte au Covid-19	Faute de justificatifs de la gestion du carburant alloué aux véhicules et engins destinés à la riposte, il est demandé au Ministère de la Santé de procéder sans délai au reversement au profit du Trésor Public de la valeur correspondante, soit 6 005 608 000 GNF.	Les Ministères de l'Économie et des Finances et celui de la Santé	Dès la notification du rapport définitif
3	Insuffisances dans la mise en œuvre de la mesure 5 du plan de riposte du Gouvernement au Covid-19 (Prise en charge des abonnés au tarif social de l'électricité)	Sous réserve de l'application des recommandations contenues dans les conclusions du rapport sur la mise en œuvre de la mesure 5, il est demandé le reversement par la société EDG ou la déduction sur les créances de l'EDG sur l'Etat, au profit du Trésor Public, l'équivalent du montant des irrégularités constatées, soit 20 345 076 293 GNF.	Le Ministère de l'Economie et des Finances, Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique et la Direction Générale de l'EDG	Dès la notification du rapport définitif
4	Au titre des mesures 19 et 12 du plan de riposte (remboursement des crédits de TVA et paiement progressif des arriérés de l'Etat au secteur du tourisme et de l'hôtellerie) : insuffisances dans la production des pièces justificatives supports de remboursements des crédits de TVA et absence des justificatifs de reversement des 50% de TVA non prélevés à la source sur les factures d'hôtels de quatre (4) des cinq (5) réceptifs hôteliers bénéficiaires de paiements	Faute de production des justificatifs de la part des entreprises et entités concernées, il est demandé la mise en recouvrement au profit du Trésor Public : <ul style="list-style-type: none"> - Pour la mesure 19, le montant de douze milliards cinq cent trente-cinq millions huit cent sept mille trois cent quarante-trois francs guinéens (12 535 807 343 GNF) représentant la valeur (de la TVA des opérations non éligibles prises en compte dans le remboursement, des quittances de précomptes de TVA irrégulièrement réutilisées et prises en compte sur des factures ne comportant 	La Paierie Générale du Trésor et la Direction Nationale des Impôts	Dès la notification du rapport définitif

		<p>pas de clé TVA) ou à la déduction de l'équivalent du montant sur les créances futures dues à ces entreprises ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au titre de la mesure 12, l'équivalent du montant des 50 % de TVA non prélevée sur les factures d'hôtels payées aux réceptifs dont les versements n'ont pu être justifiés, soit (609 131 640 GNF). 		
5	Exécution financière de contrats avant leur approbation par l'autorité compétente	<ul style="list-style-type: none"> - Finaliser la procédure de signature des marchés soumis à l'approbation du Ministre de l'Economie et des Finances ; - À l'avenir, quelle que soit l'urgence, il est recommandé : - de procéder d'une part, à la révision du plan initial de passation des marchés en y intégrant les nouvelles dépenses et d'autre part, respecter les procédures prescrites en matière de commande publique ; - de procéder sans délai, à l'établissement des marchés de régularisation pour les dépenses dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils de passation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les Ministères de l'Economie et des Finances et celui de la Santé ; - Les Directions Générales de l'ANSS et de l'ANIES. 	Dès la notification du rapport définitif
6	Absence de mandats et de visas du Contrôleur Financier sur certaines dépenses	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder sans délai, à la régularisation des dépenses non couvertes par des mandats et du visa du contrôleur financier ; - À l'avenir, en cas d'absence de l'un des acteurs de l'exécution de la dépense, faire recours au Ministère de tutelle pour combler l'absence de l'agent concerné et désigné de facto l'agent qualifié et habilité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les Directions Générales de l'ANIES et de l'ANSS ; - La Direction Générale de l'ANSS 	<p>Sans délai</p> <p>Dès la notification du rapport définitif</p>

7	Exécution de dépenses en procédure dérogatoire	Procéder à la régularisation de l'ensemble des dépenses exécutées en opérations de trésorerie, par l'émission des bons de régularisation conséquents devant couvrir ces opérations	Les Ministères de l'Economie et des Finances et celui du Budget	Sans délai
8	Insuffisances ou absences de pièces justificatives de dépenses dans l'exécution de la dépense publique	Etablir et/ou exiger des créanciers, entrepreneurs et fournisseurs de biens et services, la production dans les formes requises de toutes les pièces justificatives obligatoires pour l'exécution d'une commande publique	Les Ministères et Entités dépensiers	Sans délai
9	Absence de tenue et de suivi de la comptabilité matières et matériel des dons et acquisitions de biens	À l'avenir, veiller à ce que tous les achats de biens effectués par l'Etat pour son compte et/ou par elle-même, (une fois les étapes de la réception pour les dons en nature ou de la liquidation terminées) soient immédiatement pris en charge en comptabilité matières et matériel afin de permettre l'établissement du compte matières de l'ANSS, mais aussi de celui de l'Etat tout entier à la clôture de l'exercice. Cette comptabilité patrimoniale centralisée doit être tenue par le service comptabilité matières de l'ANSS (Département Logistique)	La Direction Générale de l'ANSS	Dès la notification du rapport définitif
10	Absence de logiciel adapté à la gestion du stock	À l'effet d'éviter à l'avenir les dysfonctionnements constatés pendant la phase 1, la mission recommande une meilleure organisation du service logistique de l'ANSS, de manière à permettre la maîtrise et le traçage de l'ensemble des flux (entrées et sorties) des biens. En raison des éventualités de cas d'urgences, il serait nécessaire et même indispensable que l'ANSS se dote d'un logiciel de gestion des stocks qui soit plus performant et qui permette d'effectuer toutes les requêtes utiles et de générer tous les états de situation nécessaires. Une telle application informatique de gestion du stock devrait permettre le suivi des quantités en stocks, leur valeur, le stock minimum et le stock de sécurité.	La Direction Générale de l'ANSS	Dès la notification du rapport définitif

ANNEXES

Annexe n° 1. Liste des Donateurs avec la valeur du don.....	60
Annexe n° 2. Situation des acquisitions de biens faites par l'ANSS.....	66
Annexe n° 3. Situation des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de l'ANSS	76

Annexe n°1 : Liste des Donateurs en numéraire et en nature avec la valeur du don

SITUATION DES DONS EN NUMERAIRE

PERIODE : AVRIL - JUIN 2020

LISTE DES DONATEURS

N°	Donateur	Montant en GNF	Observations
I-	PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES DE DROIT PRIVE		
1	B.S.I.C GUINEE SA	300 000 000	Fonds Spécial Covid-19
2	Ets High Line Services Kamsar	1 000 000 000	Fonds Spécial Covid-19
3	ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES et Ets	2 000 000 000	Fonds Spécial Covid-19
4	S.M.D	300 000 000	Fonds Spécial Covid-19
5	FONDATION K.P.C	1 600 000 000	Fonds Spécial Covid-19
6	B.C.I Guinée – SA	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
7	SOCIETE GENERALE GUINEE	1 000 000 000	Fonds Spécial Covid-19
8	DAL SERVICES	25 000 000	Fonds Spécial Covid-19
9	BANQUE NATIONALE DE GUINEE	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
10	VISTA BANK GUINEE	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
11	BICIGUI	1 000 000 000	Fonds Spécial Covid-19
13	AFRICA 50	470 193 671	Fonds Spécial Covid-19
14	COMPTOIR COMMERCIAL GENERAL Sarlu	50 000 000	Fonds Spécial Covid-19
15	BANQUE POPULAIRE MAROCO GUINEENNE	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
16	TOPAZ MULTI -INDUSTRIES SA	200 000 000	Fonds Spécial Covid-19
17	BANQUE ISLAMIQUE DE GUINEE	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
18	MTN GUINEE	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
19	FONDATION SMB WINNING	2 351 089 200	Fonds Spécial Covid-19
20	SOCIETE GUINEENNE PETROLE	150 000 000	Fonds Spécial Covid-19
21	CHAMBRE DES MINES DE GUINEE	1 020 000 000	Fonds Spécial Covid-19

N°	Donateur	Montant en GNF	Observations
22	COORDINATION RPG EUROPE	110 000 000	Fonds Spécial Covid-19
23	ECOBANK GUINEE	1 000 000 000	Fonds Spécial Covid-19
24	SOCIETE MINIERE DE MANDIANA	100 719 000	Fonds Spécial Covid-19
25	ONG SIGHT SAVERS	1 848 000 000	Fonds Spécial Covid-19
26	ONG SIGHT SAVERS	1 833 200 000	Fonds Spécial Covid-19
27	ONG SIGHT SAVERS	1 099 300 000	Fonds Spécial Covid-19
28	ALIOU GUINEA	100 000 000	ANSS
29	SMB	1 000 000 000	ANSS
30	CIMAF	500 000 000	ANSS
31	G.I	500 000 000	ANSS
32	ASHAPURA	470 449 735	ANSS
33	STAR OIL	1 000 000 000	ANSS
<i>Sous-total 1</i>		24 027 951 606	
II-	PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES DE DROIT PUBLIC		
1	DIRECTION GENERALE DE SOGEAC	185 176 494	Fonds Spécial Covid-19
2	SOCIETE NAVALE GUINEE	100 000 000	Fonds Spécial Covid-19
3	SOGUIPAMI	500 000 000	Fonds Spécial Covid-19
4	BCRG	1 000 000 000	Fonds Spécial Covid-19
5	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER)	700 000 000	ANSS
<i>Sous-total 2</i>		2 485 176 494	
III-	BAILLEURS INTERNATIONAUX		
1	O.M.V. S	705 333 304	Fonds Spécial Covid-19
2	F.M.I (Abandon de créance par FMI en faveur du Trésor public (DTS 2 677 500)	34 114 942 402	Fonds Spécial Covid-19
3	AFRICAN DEVELOPPEMENT BANK (B.A.D)	127 153 128 896	Fonds Spécial Covid-19
4	AFRICAN DEVELOPPEMENT BANK (B.A.D)	41 051 857 405	Fonds Spécial Covid-19
5	AFRICAN DEVELOPPEMENT BANK (B.A.D)	160 174 039 850	Fonds Spécial Covid-19

N°	Donateur	Montant en GNF	Observations
6	BANQUE MONDIALE (Projet REDISE)	1 162 994 056	
	<i>Sous-total 3</i>	364 362 295 913	
	Total Général	390 875 424 013	

SITUATION DES DONNS EN NATURE FAITS A L'ANSS**PERIODE : AVRIL - JUIN 2020****LISTE DES DONATEURS**

N°	Donateur	Valeur du Don en GNF	Observations
1	ALY SAADI	680 000 000	ANSS
2	ANAIM	330 050 000	ANSS
3	APAG	380 000 000	ANSS
4	ASHAPURA - GUINEA RESSOURCES	121 257 700	ANSS
5	SOCIETE BAUXITE KIMBO SA. U	352 500 000	ANSS
6	SODEFA	609 050 000	ANSS
7	SYLLA BILL GATE INTENDANT A LA PRESIDENCE	6 000 000	ANSS
8	SYNOG	4 116 900	ANSS
9	TOPAZ GUINEE	225 500 000	ANSS
10	TOTAL GUINEE	550 000 000	ANSS
11	UNICEF	432 000 000	ANSS
12	ALIMA	700 000	ANSS
13	PAM	333 153 500	ANSS
14	BANQUE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE EN GUINEE	1 291 509 500	ANSS
15	BM / PREVUVE G	487 740 000	ANSS
16	VIVO ENERGIE	468 500 000	ANSS
17	BOLLORE, TRANSPORT LOGISTICS GUINEE	250 000 000	ANSS
18	BRAGUINEE	250 000 000	ANSS
19	SOGUIPREM	200 000 000	ANSS
20	CAISSE NATIONALE DE LA SECURRITE SOCIALE	178 000 000	ANSS
21	COMMUNAUTE LIBANAISE	966 617 348	ANSS

N°	Donateur	Valeur du Don en GNF	Observations
22	COMPAGNIE CBG	500 000 000	ANSS
23	EGYPTE	281 250 000	ANSS
24	EMEM-TRADING	43 750 000	ANSS
25	EMIRATS ARABE – UNIE	3 465 047 500	ANSS
26	FESGUIC	18 000 000	ANSS
27	FONDATION KADIATOU N'DAYE	6 599 840	ANSS
28	HADAFO MEDIAS	250 000 000	ANSS
29	GETMA GUINEE	50 000 000	ANSS
30	GUINEE GAIMES	800 000 000	ANSS
31	HOUSE MART	128 950 000	ANSS
32	IMAK	75 000 000	ANSS
33	TURQUIE GROUPE CALIK	4 038 820 231	ANSS
34	JACK MAS S/CU.A	2 436 200 000	ANSS
35	TURQUIE EL BAYAK	35 563 375 000	ANSS
36	JHPIEGO GUINEE	48 000 000	ANSS
37	M-I-S	85 000 000	ANSS
38	MADAME KAKE MARIAM	75 000 000	ANSS
39	MAERSK GUINEE SA	97 580 000	ANSS
40	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	900 000 000	ANSS
41	MINISTERE DE LA COOPERATION	45 000 000	ANSS
42	MOTA - ENGIL AFRICA GUINEE	37 500 000	ANSS
43	PNLP	10 000 000	ANSS
44	MR CAMARA SINE	205 250 000	ANSS
45	OMS	14 999 421 040	ANSS
46	OOAS	50 940 000	ANSS
47	ORANGE GUINEE	174 123 500	ANSS
48	ORDRE DES PHARMACIENS DE GUINEE	750 000 000	ANSS

N°	Donateur	Valeur du Don en GNF	Observations
49	PAPETERIE HOTIMEX	36 750 000	ANSS
50	PCG	78 000 000	ANSS
51	PHARMACIE NOUNI	41 265 000	ANSS
52	PRESIDENCE	4 436 207 129	ANSS
53	QUARANTE SEPTIEME PROMOTION DE LA FACULTE DE MEDECINE DE L'UNIVERSITE GAMAL ABDEL	9 894 800	ANSS
54	REFAMP/G & COFFIG/DC PD	15 622 500	ANSS
55	REPUBLIQUE DE CHINE	1 011 250 000	ANSS
56	NOVARTIS	756 000 000	ANSS
57	RIO TINTO	4 144 244 000	ANSS
58	SANOFI	16 500 000	ANSS
59	SATGURU & EZONE	250 000 000	ANSS
60	SHAANXI	25 151 378 042	ANSS
61	GOUVERNEMENT CHINOIS	6 384 581 023	ANSS
62	SMB MINNING	30 346 656 480	ANSS
63	WEB FONTAINE	217 230 016	ANSS
64	WIETC	57 580 000	ANSS
TOTAL GENERAL		146 204 661 049	

Annexe n°2 : Situation des acquisitions de biens faites par l'ANSS

N°	Désignation	Fournisseur	Unité	Références BL		Références facture		Quantité		P. U	Montant
				N°BL	Date	N° Facture	Date	BL	Facture		
1	Abaisse langue en bois non stérile 150x18x1, 5mm adulte B/100	SOGUIPRE M		40402/BL/DG/SOGUI/2020	04/04/2020	40402/F/DG/SOGUI/2020	04/04/2020	150	150	43 000	6 450 000
2	Abaisse langue en bois stérile 150x18x1, 5mm	SOGUIPRE M		40402/BL/DG/SOGUI/2020	04/04/2020	40402/F/DG/SOGUI/2020	04/04/2020	30	30	59 000	1 770 000
3	Acide ascorbique (vitamine C), 500mg, comp (B/10) (Nous avons servi 500 boites/20)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	1 000	1 000	26 500	26 500 000
4	AL 20/120mg, 24 comp, blister, >35kg	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	30	30	51 850	1 555 500
5	Alcool éthanol flacon / 1 litre	SOGUIPRE M	U	090501/BL/DG/SOGUI/2020	09/05/2020	090501/F/DG/SOGUI/2020	09/05/2020	250	250	350 000	87 500 000
6	Amoxicilline, 500mg, comp	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	50	50	445 000	22 250 000
7	Amplodipine (amlo-denk 5) Cp	GUIBIOME D	Cp	N°0060/GUIBIOMED/2021	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	323	323	115 000	37 145 000
8	Artesunate 60 mg, pdre, fl+NaHCO3 5% 1ml+NaCl 0,9% 5ml	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	75	75	28 500	2 137 500
9	Aspirateur électrique (Medela vario 18), 100+230V, 50-60Hz	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	1	1	4 950 000	4 950 000
10	Baccide Gel Cooper 1 L	Guibiomed	Flacon	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	200	200	285 000	57 000 000
11	Bandelette glucomètre (B/25)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	20	20	120 000	2 400 000
12	Bavette (masque N95)	Guibiomed	Pièce	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	40 000	40 000	5 500	220 000 000
13	Bavette N95 (Markrite)	Guibiomed	Pièce	0010/GUIBIOMED/2020	16/04/2020	0010/GUIBIOMED/2020	16/04/2020	20 000	20 000	20 000	400 000 000

14	Brancard pliable avec roue	GUIBIOME D	Unité	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	10	10	1 500 000	15 000 000
15	Casac/blouse de protection	GUIBIOME D	Pièce	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	309	309	150 000	46 350 000
16	Catheter 18 G	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	200	200	3 750	750 000
17	Catheter 20 G	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	200	200	3 750	750 000
18	Catheter 22 G	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	200	200	3 750	750 000
19	Catheter 24 G	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	200	200	3 750	750 000
20	Ceftriaxone sodique, éq, 1g base, poudre fl	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	300	300	7 900	2 370 000
21	Celocurine	SOGUIPRE M		N°110402/BL/DG/SOGUI/2020	11/04/2020	N°140402/F/DG/SOGUI/2023	14/04/2020	100	100	41 500	4 150 000
22	Chloroquine phosphaté 100mg B/1000 CP	Guibiomed	Boîtes	0047/GUIBIOMED/2020	04/05/2020	0047/GUIBIOMED/2020	04/05/2020	60	60	5 775 000	346 500 000
23	Chronomètre	SOGUIPRE M		180501/BL/DG/SOGUI/2020	18/05/2020	180501/F/DG/SOGUI/2020	18/05/2020	32	32	195 000	6 240 000
24	Concentrareur d'oxygène (new life intensity) 10L, 230V, 50hz+acc	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	1	1	15 698 000	15 698 000
25	Container, aiguilles/seringues, 5L carton pr incinération	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	10	10	43 500	435 000
26	Coton 500g, Rouleaux	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	4	4	36 000	144 000
27	Dexa injectable	GUIBIOME D	ampoules	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	100	100	80 000	8 000 000
28	Dexamethasme 4mg	Guibiomed	ampoules	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	200	200	3 000	600 000

29	Dexamethasone 5m/Neomycine 17500 UI, collyre, 5ml, fl	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	10	10	22 850	228 500
30	Dexamethasone phosphate, 4mg/ml, 1ml, amp, (B/100)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	30	30	65 000	1 950 000
31	Dompéridone 10 mg (péridys 10 mg)	GUIBIOME D	Cp	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	291	291	40 000	11 640 000
32	Eau pour injection, 10ml,amp, plastique	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	500	500	750	375 000
33	Ecouvillon en milieu de transport gouazou	SOGUIPRE M		40402/BL/DG/SOGUI/2020	04/04/2020	40402/F/DG/SOGUI/2020	04/04/2020	225	225	323 000	72 675 000
34	Enoxaparine sodique 0,4 UI	GUIBIOME D	Boites	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	50	50	160 000	8 000 000
35	Enoxaparine Sodique 0,4 UI (Lovenox 4000 UI 0,4 ml)	GUIBIOME D	ampoules	N°0060/GUIBIOMED/2022	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	162	162	160 000	25 920 000
36	Epicranienne (6/10 et 7/10) 23G et 22G	GUIBIOME D	Pièce	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	200	200	3 000	600 000
37	Furrosemide injectable 20mg (Lasilix 20 mg/2ml)	GUIBIOME D	ampoules	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	35	35	25 000	875 000
38	Gel hydroalcoolique pharomadrem 475 ml	Guibiomed	Flacon	0010/GUIBIOMED/2020	16/04/2020	0010/GUIBIOMED/2020	16/04/2020	5 000	5 000	175 000	875 000 000
39	Gel hydroalcoolique pharomadrem 475 ml	Guibiomed	Flacon	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	3 000	3 000	150 000	450 000 000
40	Glucomètre nova statstrip bandelette 4221 4 (URIT)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	10	10	275 000	2 750 000
41	Glucose 5%, 500ml, poche soupe, sans PVC (Serum glucosé)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	400	400	11 500	4 600 000
42	Glucose hypertonique, 50%, 50ml, fl (10ml)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	50	50	9 450	472 500

43	HOULMACOUNT5 D	GUIBIOME D	Unité	0051/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	0059/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	1	1	74 270 833	74 270 833
44	HUMALYZER 4000	GUIBIOME D	Unité	0051/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	0059/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	1	1	41 500 000	41 500 000
45	HUMAPETTE SMART LINE	GUIBIOME D	Unité	0051/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	0059/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	1	1	41 500 000	41 500 000
46	HUMAROLL	GUIBIOME D	Unité	0051/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	0059/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	1	1	74 270 833	74 270 833
47	HumaSRate 24PT-Accessoires	GUIBIOME D	Unité	0051/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	0059/GUIBIOMED/2020	13/05/2020	1	1	74 270 833	74 270 833
48	Hydr-alcoolique, gel, 500ml, fl	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	80	80	98 000	7 840 000
49	Insuline humaine, rapide 100UI/ml, 10ml,fl,N	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	25	25	49 600	1 240 000
50	Kaleorid 600 mg	Guibiomed	Boites	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	10	10	34 500	345 000
51	Lancet boite de 50	Pharmacie centrale de Guinée (PCG)	boite	N°002/PCG/2020	15/06/2020	N°017/PCG/2020	15/06/2020	10	10	200 000	2 000 000
52	Lopéramide 2 mg	GUIBIOME D	gélule	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	580	580	100 000	58 000 000
53	lovenox 8000 UI	Guibiomed	Boites	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	40	40	235 500	9 420 000
54	Métoclopramide injectable	GUIBIOME D	ampoules	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	290	290	20 000	5 800 000
55	Metro perfusables	GUIBIOME D	flacon	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	200	200	24 365	4 873 000
56	Midazolam	SOGUIPRE M		N°110402/BL/DG/SOGUI/2020	11/04/2020	N°140402/F/DG/SOGUI/2021	14/04/2020	100	100	59 800	5 980 000
57	Multivite comp(MAXIMO B Multivitamine)	GUIBIOME D	Cp	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	162	162	70 000	11 340 000
58	Noradrénaline	SOGUIPRE M		N°110402/BL/DG/SOGUI/2020	11/04/2020	N°140402/F/DG/SOGUI/2024	14/04/2020	50	50	55 000	2 750 000
59	Oxymètre	SOGUIPREM		180501/BL/DG/SOGUI/2020	18/05/2020	180501/F/DG/SOGUI/2020	18/05/2020	26	26	1 000 000	26 000 000

60	Oxymètre de pouls	SOGUIPREM		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	5	5	4 875 000	24 375 000
61	Oxymètre de pouls (Saturomètre)	GUIBIOMED	Pièce	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	50			0
62	Paracétamol (acétaminophène) 500mg, comp (B/1000)	SOGUIPREM		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	100	100	125 000	12 500 000
63	Paracétamols perfusables	GUIBIOMED	flacon	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	200	200	37 000	7 400 000
64	Perfuseurs	GUIBIOMED		N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	1 000	1 000	3 000	3 000 000
65	Pèse personne (aiguille et électronique)	GUIBIOMED	Pièce	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	50	50	450 000	22 500 000
66	Phloroglucinol (Spasfon-lyoc 80mg)	GUIBIOMED	Cp	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	645	645	55 000	35 475 000
67	Povidone iodée, 10%, solution, 200ml, fl, verseur	SOGUIPREM		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	25	25	19 950	498 750
68	Propofol	SOGUIPREM		N°110402/BL/DG/SOGUI/2020	11/04/2020	N°140402/F/DG/SOGUI/2020	14/04/2020	100	100	57 500	5 750 000
69	Rantidine injectable 50mg (RABELOX 20mg injectable)	GUIBIOMED	ampoules	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	290	290	85 000	24 650 000
70	Ringer lactate, 1l, poche souple sans, sans PVC	SOGUIPREM		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	225	225	12 600	2 835 000
71	Salbutamol sulfate, éq 0,1mg base / bouffée, 200 bouff. aérosol	SOGUIPREM		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	10	10	4 000	40 000
72	Saturomètre (oxymètre de pouls)	GUIBIOMED	Pièce	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	50	50	1 000 000	50 000 000
73	Seringue à insuline + aiguille	GUIBIOMED		0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	40	40	6 000	240 000
74	Seringue, u,u, luer 10ml (B/100)	SOGUIPREM		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	64	64	85 000	5 440 000

75	Seringue, u,u, luer 5ml (B/100)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	100	100	55 000	5 500 000
76	Solution hydroalcoolique flacon de 250 ml	Pharmacie centrale de Guinée (PCG)	flacon	N°002/PCG/2020	15/06/2020	N°017/PCG/2020	15/06/2020	3 500	3 500	35 000	122 500 000
77	Solution hydroalcoolique flacon de 50 l+60 FL	Pharmacie centrale de Guinée (PCG)	flacon	N°002/PCG/2020	15/06/2020	N°017/PCG/2020	15/06/2020	1	1	7 200 000	7 200 000
78	Sparadrap, rouleau, perforé 10 cm (18cm)	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	40	40	49 800	1 992 000
79	Sparadraps	GUIBIOME D	Rouleau	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	10	10	55 000	550 000
80	Sphygmomanomètre, manopoire, velcro adulte	SOGUIPRE M		290404/BL/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	290404/F/DG/SOGUI/2020	30/04/2020	10	10	325 000	3 250 000
81	Stéthoscope professionnel Triples tête (ROSSMAX)	Guibiomed	Pièce	0057/GUIBIOMED/2020	15/05/2020	0057/GUIBIOMED/2020	15/05/2020	10	10	700 000	7 000 000
82	Sufentanil	SOGUIPRE M		N°110402/BL/DG/SOGUI/2020	11/04/2020	N°140402/F/DG/SOGUI/2022	14/04/2020	100	100	39 800	3 980 000
83	Tensiomètre électrique au bras (Spengler), Tensiomètre électrique OMRON (M3 Confort), Tensiomètre électrique ES-60 (Spengler)	Guibiomed	Pièce	0057/GUIBIOMED/2020	15/05/2020	0057/GUIBIOMED/2020	15/05/2020	10	10	1 100 000	11 000 000
84	Tensiomètre électronique	GUIBIOME D	Pièce	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0061/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	50	50	1 300 000	65 000 000
85	Thermomètre électrique ordinaire	Guibiomed	Pièce	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	0031/03/GUIBIOMED/2020	23/03/2020	1 500	1 500	75 000	112 500 000
86	Toplexil SP	Guibiomed	Flacon	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	20	20	48 500	970 000
87	Tunique en coton	Guibiomed	Pièce	0056/GUIBIOMED/2020	14/05/2020	0056/GUIBIOMED/2020	14/05/2020	500	500	250 000	125 000 000
88	visco D SP	GUIBIOMED	flacon	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/2020	33	33	25 000	825 000
89	9Vit injectable (amp)	Guibiomed	ampoules	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	0058/GUIBIOMED/2020	20/05/2020	30	30	32 000	960 000

					0		0				
90	Zinc 20 mg cp	GUIBIOME D	Cp	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/202 0	N°0060/GUIBIOMED/2020	25/05/202 0	323	323	10 000	3 230 000
Total Général											3 880 792 250

**Sources : Services financier et
Comptable ANSS (Service
Administratif et Financier et Agence
Comptable)**

N°	Désignation	Fournisseur	Unité	Références BL		Références facture		Quantité		P. U	Montant
				N°BL	Date	N° Facture	Date	BL	Facture		
1	Manteaux	Bouga Barry	Pièce	60	10/06/2020	965	10/06/2020	200	200	125 000	25 000 000
2	Manteaux	Bouga Barry	Pièce	61	11/06/2020	965	10/06/2020	800	800	125 000	100 000 000
3	Sous poubelle 240 l	Ets Ibrahima Market	Carton	28	05/06/2020	217	05/06/2020	10	240	90 000	21 600 000
4	Sous poubelle 30 l	Ets Ibrahima Market	Carton	29	05/06/2020	217	05/06/2020	10	240	60 000	14 400 000
5	Chaises plastiques	Ets Ibrahima Market	Pièce	31	29/05/2020	205	29/05/2020	300	300	120 000	36 000 000
6	Tabourets plastiques	Ets Ibrahima Market	Pièce	31	29/05/2020	205	29/05/2020	200	200	90 000	18 000 000
7	Gilet blanc avec sérigraphie logo dans le dos et les 2 côtés poitrine	CAMIS PRESTATION SERVICES SARL		2	15/06/2020	16	29/05/2020	2 000	2 000	50 000	100 000 000
8	Kaspersky internet security 3 Device 1 year lincense	KEBALY INFO & BUSINESS		KB-ALM-102/442520516	28/05/2020	102/44252	28/05/2020	25	25	550 000	13 750 000
9	Tables plastiques	ETS IBRAHIMA MARKET		???	01/06/2020	N°00206	01/06/2020	30	30	225 000	6 750 000
10	Batterie 200 AH	ITS		BL2005 13	14/05/2020	N°00216	06/05/2020	4	4	3 975 000	15 900 000
11	Support de batteries	ITS		BL2005 13	14/05/2020	N°00216	06/05/2020	1	1	1 550 000	1 550 000
12	Onduleur Chargeurs 2000 W	ITS		BL2005 13	14/05/2020	N°00216	06/05/2020	1	1	8 240 000	8 240 000
13	Câbles 72 brings	ITS		BL2005 13	14/05/2020	N°00216	06/05/2020	2	2	120 000	240 000
14	Accessoire d'installation	ITS		BL2005 13	14/05/2020	N°00216	06/05/2020	1	1	350 000	350 000
15	Switch D-Link 24 ports	ITS		BL200514	14/05/2020	N°00203	06/05/2020	4	4	1 800 000	7 200 000
16	Cable Rj45 Cat 6	ITS		BL200514		N°00203		2	2	1 687 000	3 374 000
17	Connecteurs RJ 45 Cat 6+Manchon	ITS		BL200514		N°00203		150	150	20 000	3 000 000
18	Casque Logitech Pro pour Call Center	ITS		BL200514		N°00203		10	10	865 000	8 650 000

19	Samsung galaxy Tab A(.32 GB/LTE.4G LTE .64 bit quad core processor .203,1mm (8.0)wxa tft.8MP AF+32 GB(ROM) Memory .5,100Mah(typicals)	MIT-GUINEE sarl		N°0906	09/06/2020	N°479	09/06/2020	187	187	2 350 000	439 450 000
20	HP LASERJET PRO 281 FW	Maintenance informatique Réseaux & Système (MIRS SARL)		N°40	03/06/2020	N° 1954	02/06/2020	4	4	5 500 000	22 000 000
21	Lampes Néon 0,60	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	292	292	20 000	5 840 000
22	Ampoules led 5w	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	30	30	15 000	450 000
23	DPN Complet	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	1	1	75 000	75 000
24	Prise étanche	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	1	1	40 000	40 000
25	Paquets Stater S2	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	3	3	150 000	450 000
26	Transfo 40 watt	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	10	10	25 000	250 000
27	Barres goulette 16*16	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	8	8	10 000	80 000
28	câble 2*1,5mm au carré	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	40	40	6 000	240 000
29	câble 3*2,5mm au carré	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	40	40	12 000	480 000
30	Prises en porcelaine	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	10	10	15 000	150 000
31	Réglette 1 m 20 double	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	1	1	300 000	300 000
32	DPN 32 A	DIALLO ISMAEL (Paris - câble -injelec)		0	26/05/2020	N°205	26/05/2020	10	10	75 000	750 000

33	Savon STOP COVID 19	FEDERATION DES FEMMES POUR LA PAIX MONDIALE		N°02	10/06/2020	???	08/05/2020	3 600	3 600	2 000	7 200 000
34	Savon STOP COVID 20	FEDERATION DES FEMMES POUR LA PAIX MONDIALE		N°03	08/06/2020	N°002	09/06/2020	1 400	1 400	2 000	2 800 000
35	Fourniture et installation de climatiseurs Split de marque Samsung d'une capacité de 12 000 BTU	SOCOF MULTISERVICES Sarl		N°031/SOCOF/2020	07/06/2020	N°030/SOCOF/2020	08/06/2020	2	2	3 800 000	7 600 000
36	Fourniture et installation de climatiseurs Split de marque Samsung d'une capacité de 30 000 BTU	SOCOF MULTISERVICES Sarl		N°030/SOCOF/2020	07/06/2020	N°030/SOCOF/2020	08/06/2020	2	2	25 000 000	50 000 000
37	Fourniture et installation de climatiseurs Split de marque Samsung d'une capacité de 12 000 BTU	SOCOF MULTISERVICES Sarl		N°032/SOCOF/2020	07/06/2020	N°030/SOCOF/2020	08/06/2020	1	1	3 800 000	3 800 000
38	Fourniture et installation de climatiseurs Split de marque Samsung d'une capacité de 12 000 BTU	SOCOF MULTISERVICES Sarl		N°033/SOCOF/2020	07/06/2020	N°030/SOCOF/2020	08/06/2020	1	1	3 800 000	3 800 000
Total Général											929 759 000

**Sources : Services financier et Comptable ANSS
(Service Administratif et Financier et Agence Comptable)**

**Annexe n°3 : Situation des acquisitions de biens faites par l'Etat pour le compte de
l'ANSS**

SITUATION DES ACQUISITIONS FAITES PAR L'ETAT POUR LE COMPTE DE L'ANSS PERIODE : AVRIL, MAI ET JUIN 2020

N°	Désignation	Montant	Fournisseur/Bénéficiaire	Obs.
1	Achat de Médicaments pour l'ANSS	1 498 061 797	Centro de Ingeniería Genética y Biotecnología	
2	Paieement première tranche Fourniture de 100 000 Tests rapides à l'ANSS	5 209 302 312	Société LABMART API	
3	Achat de véhicules 10 Minibus et 10 Pick-up pour l'ANSS	6 355 000 000	Etoile Motors Guinée	
Total		13 062 364 109		

Sources : États de dépenses du Payeur Général du Trésor au titre des mois : mai et juin 2020

